



**RAPPORT FINANCIER**  
**SEMESTRIEL**  
2018

# Sommaire

**1**

**Rapport semestriel d'activité.....03**

**2**

**Comptes consolidés semestriels résumés et notes  
annexes.....26**

**3**

**Rapport des CAC sur l'examen limité des  
comptes.....72**

**4**

**Déclaration des personnes physiques assumant la  
responsabilité du document.....75**



# RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

- I. RESULTAT CONSOLIDE DU PREMIER SEMESTRE 2018**
  - 1.1 . INTRODUCTION**
  - 1.2 . ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**
  - 1.3 . LIQUIDITÉ ET SOURCES DE FINANCEMENT**
  - 1.4 . CONTRATS IMPORTANTS**
  - 1.5 . FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE**
- II. CONCLUSION ET PERSPECTIVES 2018**
- III. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES**
- IV. PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES**
- V. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**
- VI. GLOSSAIRE**
- VII. ANNEXES**

# I. Les résultats consolidés du premier semestre 2018

## 1.1 . INTRODUCTION

Le premier semestre 2018 témoigne d'une **croissance organique record du chiffre d'affaires et de l'EBIT opérationnels**

### Edenred publie de solides résultats semestriels 2018 :

- Revenu total en hausse de 10,1% en données comparables et de 2,3% en données publiées à 665m€
- Taux de marge d'EBIT opérationnel<sup>1</sup> : 29,7%, en hausse de 1,8 point
- EBIT<sup>2</sup> en hausse de 14,0% en données comparables et de 4,3% en données publiées à 215m€
- Résultat net part du Groupe en progression, atteignant 124m€

\*\*\*

### En données comparables<sup>3</sup>, les performances du premier semestre 2018 sont significativement supérieures aux objectifs de croissance annuelle :

- Chiffre d'affaires opérationnel : +11,6% (objectif annuel supérieur à 7%)
- EBIT opérationnel<sup>4</sup> : +20,3% (objectif annuel supérieur à 9%)
- Marge brute d'autofinancement (FFO)<sup>5</sup> : +17,5% (objectif annuel supérieur à 10%)

\*\*\*

**Confiant dans ses perspectives pour la seconde partie de l'exercice**, Edenred attend un EBIT compris entre 440 et 470millions d'euros<sup>6</sup> pour l'ensemble de l'année 2018, contre 429 millions d'euros en 2017.

*Les données financières 2018 sont communiquées selon les normes IFRS 9 et 15, d'application obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Afin de permettre la comparaison de l'exercice 2018 avec l'exercice 2017, les données financières 2017 présentées dans ce document sont retraitées conformément à ces nouvelles normes. Un tableau détaillant les retraitements par trimestre est disponible en annexes à partir de la page 18.*

*De même, dans le cadre de cette évolution normative, les intitulés « chiffre d'affaires financier » et « chiffre d'affaires total » deviennent respectivement « autres produits d'exploitation » et « revenu total ».*

*Compte tenu du niveau d'inflation actuel au Venezuela et de la dévaluation monétaire de sa devise, les croissances en données comparables et les effets de change excluent temporairement le pays.*

<sup>1</sup> Correspondant au ratio entre l'EBIT opérationnel et le chiffre d'affaires opérationnel.

<sup>2</sup> Résultat d'exploitation avant autres charges et produits.

<sup>3</sup> Les croissances en données comparables excluent temporairement le Venezuela, en raison du fort niveau d'inflation du pays.

<sup>4</sup> EBIT retraité des autres produits d'exploitation.

<sup>5</sup> Marge brute d'autofinancement avant autres charges et produits (Funds From Operations).

<sup>6</sup> Calculé sur la base d'une hypothèse de taux de change moyen réel brésilien / euro au second semestre 2018 égal au taux réel au 30 juin 2018

Lors de sa séance du 23 juillet 2018, le Conseil d'administration a examiné les comptes consolidés semestriels du Groupe au 30 juin 2018.

Principaux agrégats financiers du premier semestre 2018 :

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2018	1 <sup>er</sup> semestre 2017	% Variation publiée	% Variation organique
Chiffre d'affaires opérationnel	640	616	+4,0%	+11,6%
Autres produits d'exploitation (A) (ex-chiffre d'affaires financier)	25	34	-27,3%	-17,5%
<b>Revenu total</b> (ex-chiffre d'affaires total)	<b>665</b>	<b>650</b>	<b>+2,3%</b>	<b>+10,1%</b>
EBIT opérationnel (B)	190	173	+10,6%	+20,3%
<b>EBIT (A+B)</b>	<b>215</b>	<b>207</b>	<b>+4,3%</b>	<b>+14,0%</b>
<b>Résultat net, part du Groupe</b>	<b>124</b>	<b>123</b>	<b>+0,8%</b>	

## 1.2 . ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 1.2.1 Revenu total : 665 millions d'euros, en hausse de 10,1% en données comparables

Le revenu total s'établit à 665 millions d'euros, en progression de 10,1% en données comparables et de 2,3% en données publiées, reflétant des effets de change fortement négatifs (-8,2%), de périmètre positifs (+0,9%) et un impact négatif lié au Venezuela (-0,5%).

#### 1.2.1.1 Chiffre d'affaires opérationnel : 640 millions d'euros, en hausse de 11,6% en données comparables

Le chiffre d'affaires opérationnel atteint 640 millions d'euros, en hausse de 11,6% en données comparables. L'ensemble des activités du Groupe, en Europe comme en Amérique latine, enregistre une bonne dynamique. Ainsi, les deux principales régions du Groupe réalisent une croissance à deux chiffres de leur chiffre d'affaires opérationnel sur le premier semestre 2018. Ces performances sont le reflet d'un dynamisme commercial particulièrement fort en Europe comme en Amérique latine hispanique et d'un environnement macro-économique en amélioration au Brésil.

En données publiées, la hausse du chiffre d'affaires opérationnel s'élève à 4,0%, après prise en compte d'effets de change fortement négatifs (-8,1%) concernant particulièrement les monnaies des pays d'Amérique latine, d'un effet de périmètre positif (+1,0%) et de l'impact du Venezuela (-0,5%).

- **Chiffre d'affaires opérationnel par ligne de métier**

En millions d'euros	1er semestre 2018	1er semestre 2017	% Variation publiée	% Variation organique
<b>Avantages aux salariés</b>	<b>420</b>	<b>404</b>	<b>+4,0%</b>	<b>+10,0%</b>
<b>Solutions de mobilité professionnelle</b>	<b>161</b>	<b>155</b>	<b>+4,2%</b>	<b>+16,3%</b>
<b>Solutions complémentaires</b>	<b>59</b>	<b>57</b>	<b>+3,0%</b>	<b>+9,9%</b>
<b>Total</b>	<b>640</b>	<b>616</b>	<b>+4,0%</b>	<b>+11,6%</b>

Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité des **Avantages aux salariés** (66% de l'activité du Groupe) atteint **420 millions d'euros**. Cette ligne de métier affiche une croissance de **10,0% en données comparables**, notamment grâce à une pénétration accrue en Europe, alimentée par la transition digitale et le ciblage des PME. L'Amérique latine bénéficie quant à elle de la bonne dynamique commerciale dans les pays d'Amérique latine hispanique et du retour à la croissance des Avantages aux salariés au Brésil au deuxième trimestre. D'une manière générale, les innovations produits et technologiques – facteur de différenciation et de rétention – constituent un fort levier de croissance. Au-delà du lancement de nouveaux programmes d'Avantages aux salariés ou de nouvelles plateformes, le Groupe voit ses solutions digitales monter rapidement en puissance. C'est le cas par exemple en France, avec la mise en place d'un service de paiement directement intégré aux principales plateformes de livraisons de repas en ligne. En parallèle, Edenred accélère le développement de ses solutions de paiement mobile. Pionnier en la matière, le Groupe est dorénavant présent dans 11 pays avec 15 solutions de paiement mobile.

Dans le domaine des **Solutions de mobilité professionnelle**, qui représentent **25%** de l'activité du Groupe, le **chiffre d'affaires opérationnel a crû de 16,3% en données comparables**, pour s'établir à **161 millions d'euros**. En Europe, UTA a élargi son réseau d'acceptation et enrichi son offre, en lançant un nouveau système européen de péage interopérable pour les poids lourds et en étendant son offre dédiée aux véhicules légers à plusieurs pays d'Europe comme l'Italie ou l'Allemagne. En Amérique latine, Edenred bénéficie de sa position de leader sur le marché de la gestion de flottes de véhicules pour se développer dans un marché encore faiblement pénétré. La dynamique commerciale y est forte avec, entre autres, la signature d'un contrat exclusif avec Shell en Argentine pour le processing et la distribution de la carte carburant *Shell Flota*. Enfin, dans le domaine de la gestion des frais professionnels, Edenred étend sa solution Empresarial, en forte croissance, dans trois nouveaux pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili).

Les **Solutions complémentaires** regroupent des solutions de Motivation et récompenses, des Programmes sociaux publics et des solutions de Paiement inter-entreprises. Contribuant à hauteur de **9%** à l'activité d'Edenred, elles enregistrent un chiffre d'affaires opérationnel de **59 millions d'euros**, en progression de **9,9% en données comparables**. Sur le segment du Paiement inter-entreprises, créé mi-2017, le Groupe poursuit le déploiement international de la solution IATA EasyPay, désormais disponible dans 15 pays. Ce

semestre, Edenred a également lancé le pilote d'une solution simple et efficace d'encaissement des loyers et charges de copropriétaires pour la société immobilière Foncia, et étoffe son portefeuille de clients en matière de solutions de cartes virtuelles.

- **Chiffre d'affaires opérationnel par zone géographique**

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2018	1 <sup>er</sup> semestre 2017	% Variation publiée	% Variation organique
Europe	362	316	+14,7%	+13,0%
Amérique latine	243	263	-7,8%	+10,4%
Reste du monde	35	37	-4,3%	+8,3%
<b>Total</b>	<b>640</b>	<b>616</b>	<b>+4,0%</b>	<b>+11,6%</b>

En **Europe**, le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à **362 millions d'euros** (soit **57% du total du Groupe**), en progression de **14,7%** au premier semestre 2018 (et **13,0% en données comparables**).

En **France**, le chiffre d'affaires opérationnel atteint **118 millions d'euros**, en croissance organique de 9,4%. Cette forte progression provient d'un taux de pénétration accru sur le marché des Avantages aux salariés, dans lequel l'offre digitale innovante d'Edenred constitue un atout majeur, comme en témoigne la signature de contrats tels que ceux de La Poste ou Société Générale. Parallèlement, Edenred France développe avec succès son offre dans les Solutions de mobilité professionnelle, particulièrement dans la gestion de flottes de véhicules légers.

Le chiffre d'affaires opérationnel en **Europe hors France** atteint **244 millions d'euros**, en progression de **16,8% en données publiées**. Cette zone bénéficie des intégrations réussies de Vasa Slovensko en Slovaquie (Avantages aux salariés) et de Timex Card en Pologne (Solutions de mobilité professionnelle). En **données comparables**, la zone enregistre une forte croissance de **14,9%** grâce à de solides performances dans les deux principales lignes de métiers du Groupe, tant en Europe centrale qu'en Europe du Sud.

**L'Amérique latine**, qui contribue à hauteur de **37%** à l'activité du Groupe, enregistre un chiffre d'affaires opérationnel de **243 millions d'euros**, en hausse de **10,4% en données comparables**, reflet d'un fort dynamisme tant dans les Avantages aux salariés que dans les Solutions de mobilité professionnelle.

L'**Amérique latine hispanique** voit son chiffre d'affaires opérationnel atteindre **67 millions d'euros**, en croissance de **15,6% en données comparables**, traduisant une bonne performance commerciale, notamment dans les Solutions de mobilité professionnelle.

Au **Brésil**, le chiffre d'affaires opérationnel croît de **8,5% en données comparables** au premier semestre. Les Solutions de mobilité professionnelle affichent une croissance organique à deux chiffres ; quant aux Avantages aux salariés, la croissance de leur chiffre d'affaires opérationnel entre de nouveau en territoire

positif au deuxième trimestre, dans un environnement politique et économique cependant toujours incertain.

Dans le **Reste du monde**, le chiffre d'affaires opérationnel a cru de **8,3% en données comparables**, reflétant une bonne performance commerciale, notamment en Turquie et aux Emirats Arabes Unis.

### 1.2.1.2 Autres produits d'exploitation (anciennement appelé chiffre d'affaires financier) : 25 millions d'euros

Les autres produits d'exploitation atteignent **25 millions d'euros**, en baisse de **17,5% en données comparables** et de **27,3% en données publiées**. Outre les effets de change particulièrement négatifs sur la période, l'arrivée à échéance de certains investissements à rendements supérieurs aux taux actuels, notamment en Europe, a un impact négatif sur cet agrégat sur le premier semestre.

### 1.2.2 EBITDA<sup>7</sup> : 251 millions d'euros, en hausse de 13,1% en données comparables

Le Groupe publie un **EBITDA** de **251 millions d'euros** au premier semestre 2018, contre 243 millions d'euros à fin juin 2017, soit une hausse de **3,8% en données publiées (13,1% en données comparables)**.

### 1.2.3 EBIT : 215 millions d'euros, en hausse de 14,0% en données comparables

Au premier semestre 2018, l'**EBIT total** s'élève à **215 millions d'euros**, en augmentation de 29 millions d'euros en **données comparables**, soit une hausse de **14,0%**. Il est en hausse de **4,3% en données publiées** après prise en compte des effets de change négatifs à hauteur de 22 millions d'euros et d'effets de périmètre positifs de 2 millions d'euros.

L'**EBIT total** de 215 millions d'euros à fin juin 2018 est composé de l'**EBIT opérationnel**, qui s'élève à 190 millions d'euros, et des autres produits d'exploitation, à hauteur de 25 millions d'euros.

L'**EBIT opérationnel** (hors autres produits d'exploitation) s'établit à **190 millions d'euros**, en hausse de **20,3% en données comparables** et de **10,6% en données publiées**.

- **EBIT opérationnel par zone géographique :**

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2018	1 <sup>er</sup> semestre 2017	% Variation publiée	% Variation organique
Europe	110	92	+20,9%	+18,0%
Amérique latine	85	90	-5,9%	+13,5%
Reste du monde	2	2	+1,0%	+14,7%
Holding et autres	(7)	(11)	-39,3%	-53,7%
<b>Total</b>	<b>190</b>	<b>173</b>	<b>+10,6%</b>	<b>+20,3%</b>

L'**Europe** affiche une forte performance, avec une croissance de l'**EBIT opérationnel** qui atteint **18,0% en données comparables**, à comparer à une croissance de 13,0% du chiffre d'affaires opérationnel. En **Amérique latine**, la croissance de l'**EBIT opérationnel** atteint **13,5% en données comparables** pour un

<sup>7</sup> Cet agrégat est égal à l'excédent brut d'exploitation qui correspond au revenu total diminué des charges d'exploitation (hors amortissements et provisions).

chiffre d'affaires opérationnel en hausse de 10,4%, ce qui témoigne d'un fort levier opérationnel, lié notamment au retour de la croissance de l'activité Avantages aux salariés au deuxième trimestre au Brésil.

Sur le semestre, le taux de marge d'EBIT opérationnel progresse ainsi de **1,8 point à 29,7%** (soit une progression de **2,2 points en données comparables**) par rapport au premier semestre 2017, illustrant la capacité du Groupe à générer de la croissance profitable et durable.

#### 1.2.4 Résultat financier

Au 30 juin 2018, le **résultat financier** du Groupe ressort à **-15 millions d'euros** contre -26 millions d'euros au 30 juin 2017.

Le coût de l'endettement brut s'est élevé à -25 millions d'euros au premier semestre 2018. Avec les effets des instruments de couverture et les produits générés par la trésorerie et les autres placements de trésorerie qui ont représenté 15 millions d'euros, le coût de l'endettement net s'établit à -10 millions d'euros sur ce semestre.

Les postes des autres produits financiers et autres charges financières sont principalement constitués de frais bancaires, d'agios et d'intérêts divers, de charges à répartir et de primes d'émission d'emprunt et de dépréciations à caractère financier.

#### 1.2.5 Résultat avant impôts

Le **résultat avant impôt** s'établit à **203 millions d'euros** contre 202 millions d'euros au 30 juin 2017.

#### 1.2.6 Impôts

La **charge d'impôt** s'élève à **61 millions d'euros** au 30 juin 2018 contre 65 millions d'euros au 30 juin 2017.

Le taux effectif d'impôt passe de 34,1% au 30 juin 2017 à 30,3% au 30 juin 2018. Son calcul est détaillé au chapitre 2 ci-après, en note 7 annexe aux comptes consolidés.

#### 1.2.7 Résultat net : 124 millions d'euros

Le **résultat net part du Groupe** s'établit à **124 millions d'euros** au premier semestre 2018, contre 123 millions d'euros au premier semestre 2017. Après une forte progression en 2017, qui intégrait un produit non récurrent de 19 millions d'euros<sup>8</sup>, le Groupe voit son résultat net augmenter au cours du premier semestre, illustrant sa capacité à générer de la croissance profitable. Le résultat net prend en compte une charge financière allégée de 11 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017. Le Groupe a bénéficié notamment de la baisse des taux en Europe via une émission obligataire de 500 millions d'euros en mars 2017 (coupon à 1,875%) qui a permis le remboursement d'un emprunt obligataire de 510 millions d'euros en octobre 2017 (coupon à 3,625%). La charge d'impôts s'élève à 61 millions d'euros et les intérêts minoritaires dus à 18 millions d'euros.

---

<sup>8</sup> Produit non récurrent de 19 millions d'euros lié à l'augmentation de la prise de participation dans UTA en Janvier 2017

## 1.3 . LIQUIDITE ET SOURCES DE FINANCEMENT

### 1.3.1 Flux de trésorerie<sup>9</sup>

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2018	Juin 2017 retraité
Résultat net, part du Groupe	124	123
Part des intérêts ne conférant pas le contrôle	18	14
Quote-part des sociétés mise en équivalence	(6)	(5)
Amortissement et variation des provisions d'exploitation	34	35
Impôts différés	7	8
Charges liées au paiement en actions	7	6
Impact non cash des autres charges et produits	(1)	(21)
Différence entre impôt décaissé et charge d'impôt	-	7
Dividendes reçus des sociétés consolidées par mise en équivalence	12	4
(Gains)/Pertes non récurrents (y compris frais de restructuration)	5	7
<b>Marge brute d'autofinancement avant autres charges et produits (FFO)</b>	<b>200</b>	<b>179</b>
Variation du <i>float</i>	(270)	(263)
Variation des fonds réservés	(121)	(83)
Variation du besoin en fonds de roulement (hors <i>float</i> )	83	8
Décaissements liés aux Investissements récurrents	(37)	(36)
<b>Autofinancement disponible (Free cash flows)</b>	<b>(145)</b>	<b>(211)</b>
Acquisitions externes	(149)	(267)
Dividendes versés (1)	(127)	(127)
Augmentation de capital	7	8
Rachats d'actions	(30)	(17)
Effets de change	(55)	(50)
Autres éléments non récurrents	5	36
<b>(Augmentation)/diminution de la dette</b>	<b>(494)</b>	<b>(628)</b>

(1) Dont (104) millions d'euros de dividende en numéraire versés aux actionnaires du Groupe, d'un montant de 0,85 euro par action et (23) millions d'euros aux actionnaires minoritaires.

Le modèle économique d'Edenred, fortement générateur de *cash flows*, permet d'atteindre une marge brute d'autofinancement avant autres charges et produits (FFO) de **200 millions d'euros** au premier semestre, en progression de 10,6% (**17,5% en données comparables**) par rapport au premier semestre 2017.

<sup>9</sup> Voir le tableau de financement consolidé, chapitre 2 page 31.

### 1.3.2 Besoin en fonds de roulement

Au 30 juin 2018, le besoin en fonds de roulement négatif du Groupe a augmenté de 337 millions d'euros par rapport au 30 juin 2017.

Le tableau détaillé est accessible ci-après au chapitre 2 en note 4.4 annexe aux comptes consolidés.

### 1.3.3 Endettement

La position de la dette nette du Groupe s'élève à **1,19 milliard d'euros** à fin juin 2018, contre 1,22 milliard d'euros à fin juin 2017. Sur les douze derniers mois, le Free cash flow généré à hauteur de 465 millions d'euros a permis de financer la croissance externe pour un montant de 162 millions d'euros, principalement liés aux acquisitions de Vasa Slovensko, Timex Card et à la participation accrue d'Edenred au capital de ProwebCE et d'autres entités du Groupe. La dette nette prend aussi en compte le versement de 104 millions d'euros de dividendes versés aux actionnaires d'Edenred SA. L'évolution de la dette nette intègre également 125 millions d'euros provenant d'effets de change et d'éléments non récurrents.

En mars 2018, la Banque centrale brésilienne (« BACEN ») a précisé via deux circulaires que l'activité « Avantages aux salariés » ne serait pas incluse dans le périmètre de la réglementation du secteur du paiement, contrairement à ce qui était prévu initialement. Pour rappel, cette réglementation, qui devait entrer en application en 2018, aurait rendu obligatoire le reclassement en fonds réservés, d'une partie du *float*<sup>10</sup> généré au Brésil, et aurait ainsi eu un impact négatif sur le niveau d'endettement net du Groupe.

Par ailleurs, la Banque de France a autorisé le Groupe en mars 2018 à émettre des titres de **créances négociables à court terme sous la dénomination NEU CP** (Negotiable European Commercial Paper) **pour un montant maximal de 500 millions d'euros**. Cette ressource financière est destinée aux besoins généraux de l'entreprise.

Plus récemment, suite à l'exercice de sa dernière option d'extension auprès du *pool* de prêteurs, Edenred a étendu d'un an la maturité de sa ligne de crédit confirmée non utilisée de 700 millions d'euros, portant désormais son échéance à juillet 2023. Chaque prêteur a accepté cette extension, réaffirmant ainsi sa confiance dans la solidité financière du Groupe.

Le tableau détaillé d'analyse de l'endettement net et de la trésorerie nette est accessible ci-après au chapitre 2 en note 6.6 annexe aux comptes consolidés.

#### Emprunts

Au 30 juin 2018, le Groupe présente un encours brut d'emprunts obligataires de 1 475 millions d'euros, sans évolution depuis le 31 décembre 2017.

Au 30 juin 2018 le placement privé de 250 millions d'euros en financement Schuldschein présente différentes tranches en maturité et type de taux à l'émission.

Le détail de ces emprunts est présenté au chapitre 2 ci-après, en note 6.5 annexe aux comptes consolidés.

---

<sup>10</sup> Le *float* correspond à une partie du besoin en fonds de roulement d'exploitation, relative au pré-chargement de fonds par les entreprises clientes.

### 1.3.4 Capitaux propres

Les capitaux propres sont négatifs à hauteur de **1 569 millions d'euros** au 30 juin 2018 et 1 362 millions d'euros au 31 décembre 2017. Cette particularité résulte de la comptabilisation des actifs, apportés ou cédés par le groupe Accor dans le cadre des opérations d'Apport-Scission, à leur valeur historique. La situation négative des capitaux propres consolidés n'affecte ni la capacité du Groupe à se refinancer, ni la solidité de sa situation financière, ni la capacité distributive de la Société.

Davantage d'informations sur la variation des capitaux propres du Groupe sont détaillées dans la présentation des comptes semestriels consolidés résumés ci-après page 32.

## 1.4 . CONTRATS IMPORTANTS

Au cours du premier semestre 2018, aucun contrat contenant une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe n'a été conclu par le Groupe dans le cadre de ses opérations de croissance externe.

## 1.5 . FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

Le premier semestre 2018 a été marqué par des réalisations en ligne avec le plan stratégique *Fast Forward*.

- **Edenred accroît ses participations dans UTA et ProwebCE**

En décembre 2017, le Groupe a été notifié par Hermes Mineralöl GmbH de son intention d'exercer son option de vente portant sur 17% du capital d'UTA. Cette dernière opération ayant été validée par les autorités de la concurrence concernées a été finalisée le 14 juin 2018 et permet à Edenred de détenir désormais 83% du capital d'UTA.

En avril 2018, Edenred a acquis 27% de parts supplémentaires de ProwebCE, leader français des solutions à destination des comités d'entreprises, et détient désormais plus de 99,3% du capital de l'entreprise.

- **Innovations**

#### **Lancement de l'offre Edenred Payment Services**

Depuis le début de l'année, les utilisateurs de la carte Ticket Restaurant en France ont la possibilité d'effectuer des transactions sur les sites de commandes de repas en ligne Deliveroo, Rapidle, Nestor et DejBox grâce à Edenred Payment Services. Via cette nouvelle offre de paiement, l'utilisateur peut régler son repas depuis son compte MyEdenred sur les sites ou applications mobiles partenaires, garantissant une expérience de paiement simple et sécurisée.

L'offre Edenred Payment Services a été récompensée dans la catégorie « Top IT business enabler » lors du congrès MuleSoft CONNECT, organisé par MuleSoft en mai 2018.

#### **Précurseur dans le domaine de l'open innovation avec Partech Africa et Edenred Capital Partners**

En avril 2018, Edenred a annoncé avoir pris, via sa structure de venture capital Edenred Capital Partners, une participation dans la start-up américaine Candex, spécialisée dans le suivi et le paiement de fournisseurs, dans le cadre d'une levée de fonds totale de 3,5 millions de dollars.

De même, en juin 2018, Edenred a accompagné Beamery, start-up britannique spécialisée dans la gestion de talents, dans sa nouvelle levée de fonds d'un montant total de 28 millions de dollars. Cette opération, réalisée via Edenred Capital Partners, est la troisième réalisée avec Beamery depuis l'amorçage en 2015.

Enfin, Edenred a investi en janvier 2018 dans le fonds « Partech Africa ». Ce fonds, dont la taille cible est de 100 millions d'euros, a pour objectif d'investir dans de jeunes entreprises présentes sur le continent africain, en forte croissance et orientées vers l'économie numérique. Le Groupe prolonge ainsi son partenariat avec Partech Ventures initié dès 2011 et renforce son dispositif global d'innovation.

## II. Conclusion et perspectives 2018

**Au second semestre**, l'activité du Groupe devrait **poursuivre sa forte croissance**.

**En Europe**, dans les **Avantages aux salariés**, le Groupe poursuivra ses initiatives destinées à améliorer son leadership, notamment grâce à ses innovations produits et technologiques. De plus, l'augmentation de la pénétration du segment des petites et moyennes entreprises, couplée à l'optimisation du marketing-mix, participera à la croissance de ce segment d'activité.

Dans les **Solutions de mobilité professionnelle**, UTA vise à poursuivre l'extension de son implantation géographique en Europe ainsi que l'enrichissement de son offre via un réseau d'acceptation élargi et de nouvelles offres de services à valeur ajoutée telles que le péage interopérable européen ou la facturation unique. Parallèlement, le Groupe est confiant dans sa capacité à accélérer le déploiement de son offre de flottes de véhicules légers en Europe.

Au **Brésil**, dans un contexte de chômage toujours élevé et d'incertitudes liées aux élections présidentielles d'octobre 2018, la croissance organique du chiffre d'affaires opérationnel de l'activité **Avantages aux salariés** devrait rester en territoire positif. Le chiffre d'affaires opérationnel des **Solutions de mobilité professionnelle** devrait continuer à croître à deux chiffres en variation organique.

En **Amérique latine hispanique**, la bonne dynamique devrait se poursuivre dans les **Avantages aux salariés** et dans les **Solutions de mobilité professionnelle**, notamment grâce à des innovations liées au paiement mobile et au déploiement de nouvelles solutions telles qu'Empresarial dans plusieurs pays de la zone.

Enfin, les effets de change devraient rester fortement négatifs sur l'ensemble du second semestre, particulièrement en Amérique latine.

Dans ce contexte, Edenred se fixe pour l'année 2018 un **objectif d'EBIT compris entre 440 et 470 millions d'euros**<sup>11</sup>, contre 429 millions d'euros en 2017.

**Le Groupe prévoit de dépasser significativement en 2018 ses objectifs de croissance organique annuels sur ses principaux indicateurs :**

- **Hausse du chiffre d'affaires opérationnel supérieure à 7%**
- **Hausse de l'EBIT opérationnel supérieure à 9%**
- **Hausse de la marge brute d'autofinancement (FFO) supérieure à 10%**

## III. Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté dans les six mois restants de l'exercice sont identiques à ceux présentés dans la partie Facteurs de risques dans le Document de

---

<sup>11</sup> Calculé sur la base d'une hypothèse de taux de change moyen réel brésilien / euro au second semestre 2018 égal au taux réel au 30 juin 2018.

référence 2017 déposé auprès de l'AMF en date du 16 mars 2018. Au 30 juin 2018, il n'y a pas d'évolution significative sur les principaux litiges du Groupe.

## IV. Principales transactions avec les parties liées

Il n'y a pas eu d'évolution significative des transactions avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'exercice 2018.

## V. Événements postérieurs à la clôture

### Acquisition d'Efectibono au Pérou, émetteur de titres-repas et de solutions de Motivation et récompenses

En juillet 2018, Edenred annonce l'acquisition de la société Efectibono au Pérou, émetteur indépendant de titres-repas et de solutions de Motivation et récompenses, distribués sous format papier et digital. Cette acquisition permet à Edenred de devenir co-leader du marché des avantages aux salariés au Pérou, marché qui bénéficie notamment de la formalisation et de la digitalisation de l'économie. Edenred prévoit de générer des synergies grâce à la migration des clients d'Efectibono vers la plateforme digitale du Groupe.

## VI. GLOSSAIRE

### Glossaire et liste des renvois nécessaires à la bonne compréhension des éléments financiers

#### a) Principales définitions

- **Données comparables, effet de périmètre et effet de change**

La croissance organique correspond à la croissance comparable, c'est-à-dire à périmètre et change constants. Cet indicateur reflète la performance commerciale du Groupe.

La variation d'activité (ou croissance organique) représente la variation entre les montants de la période en cours et de la période comparative, retraitée des effets de change ainsi que des effets de cessions et/ou acquisitions.

En cas d'acquisition, l'impact de l'acquisition est neutralisé du montant publié de la période en cours. En cas de cession, l'impact de la cession est neutralisé du montant publié de la période comparative. La somme de ces deux montants correspond à l'effet de périmètre.

La variation d'activité ainsi calculée est convertie au taux de change de la période comparative et divisée par le montant retraité de la période comparative.

La différence entre le montant de la période publiée converti au taux de change de la période publiée et le montant de la période comparative converti au taux de change de la période comparative correspond à l'effet de change.

- **Volume d'affaires**

Le volume d'affaires (anciennement appelé volume d'émission) est constitué du montant total du volume d'émission lié aux Avantages aux salariés, aux solutions de Motivation et récompenses, aux Programmes sociaux publics, et aux solutions de Paiements inter-entreprises, et du volume de transactions lié aux Solutions de mobilité professionnelle et autres solutions.

- **Volume d'émission**

Le volume d'émission est constitué du montant total des fonds préchargés sur l'ensemble des solutions de paiement émises par Edenred auprès de ses entreprises ou collectivités clientes.

- **Volume de transactions**

Le volume de transactions représente la valeur totale des transactions réalisées par des moyens de paiement, au moment de la transaction.

b) **Indicateurs non-normés**

Les indicateurs non-normés ci-dessous sont présentés et rapprochés de la comptabilité des comptes consolidés présentés ci-après.

Nom de l'indicateur	Référence du renvoi aux comptes consolidés Edenred au 30 juin 2018, chapitre 2
<b>Chiffre d'affaires opérationnel</b>	<p>Le chiffre d'affaires opérationnel correspond :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au chiffre d'affaires opérationnel généré par l'activité de titres de services dont la gestion est assurée par Edenred</li> <li>• au chiffre d'affaires généré par des activités à valeur ajoutée telles que les programmes de motivation, des services à la personne, des prestations liées à de l'événementiel. Ce chiffre d'affaires correspond au montant de la prestation facturée à l'entreprise client et est comptabilisé à la date de livraison des solutions.</li> </ul>
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<p>Les autres produits d'exploitation correspondent aux revenus générés par le placement des fonds structurellement mis à la disposition d'Edenred entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date d'émission et la date de remboursement pour les titres de service prépayés</li> <li>• et la date de chargement et la date d'utilisation des crédits pour les cartes prépayées.</li> </ul> <p>Les autres produits d'exploitation cumulés avec le chiffre d'affaires opérationnel, forment le revenu total du Groupe.</p>
<b>EBITDA</b>	<p>Cet agrégat est égal à l'excédent brut d'exploitation qui correspond au revenu total (chiffre d'affaires opérationnel et autres produits d'exploitation) diminué des charges d'exploitation (hors amortissements et provisions).</p>
<b>EBIT</b>	<p>Cet agrégat est le « Résultat d'exploitation avant autres charges et produits », qui correspond au revenu total (chiffre d'affaires opérationnel et autres produits d'exploitation), diminué des charges d'exploitation, amortissements (essentiellement actifs incorporels créés et acquis) et provisions hors exploitation. Cet agrégat est utilisé comme référence pour la définition des rémunérations au niveau du Groupe et plus particulièrement pour celles des dirigeants dans la mesure où il reflète la performance économique de l'activité.</p> <p>L'EBIT exclut la quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et exclut également les autres charges et produits enregistrés au sein du « Résultat d'exploitation y compris résultat des sociétés mises en équivalence ».</p>
<b>Autres charges et produits</b>	<p>Cf. Note 10.1 des comptes consolidés</p>

**Marge Brute  
d'autofinancement  
avant autres charges et  
produits (FFO)**

*Cf. Tableau des flux de trésorerie consolidé (Partie 1.4)*

---

**c) Agrégats non-normés**

<b>Nom de l'agrégat</b>	<b>Définitions et rapprochements des comptes consolidés Edenred au 30 juin 2018</b>
<b>EBIT opérationnel</b>	<p>Cet agrégat correspond à l'EBIT retraité des autres produits d'exploitation.</p> <p>Au 1<sup>er</sup> semestre 2018, conformément aux comptes consolidés, il s'élève à 190 millions d'euros, correspondant à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• + 215 millions d'euros d'EBIT</li><li>• - 25 millions d'euros d'autres produits d'exploitation</li></ul>

---

## VII. ANNEXES

### Chiffre d'affaires opérationnel

En millions d'euros	T1		T2		S1	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Europe	183	161	179	155	362	316
<i>France</i>	63	57	55	49	118	107
<i>Europe hors France</i>	120	104	124	106	244	209
Amérique latine	119	132	124	132	243	263
Reste du monde	17	17	18	19	35	37
<b>Total</b>	<b>319</b>	<b>310</b>	<b>321</b>	<b>306</b>	<b>640</b>	<b>616</b>

En millions d'euros	T1		T2		S1	
	Publiée	Organique (hors Venezuela)	Publiée	Organique (hors Venezuela)	Publiée	Organique (hors Venezuela)
Europe	+13.7%	+11.9%	+15.7%	+14.1%	+14.7%	+13.0%
<i>France</i>	+10.3%	+8.6%	+10.8%	+10.2%	+10.5%	+9.4%
<i>Europe hors France</i>	+15.6%	+13.8%	+18.0%	+15.9%	+16.8%	+14.9%
Amérique latine	-9.5%	+7.6%	-6.2%	+13.1%	-7.8%	+10.4%
Reste du monde	-3.2%	+6.6%	-5.3%	+9.8%	-4.3%	+8.3%
<b>Total</b>	<b>+2.9%</b>	<b>+9.8%</b>	<b>+5.0%</b>	<b>+13.4%</b>	<b>+4.0%</b>	<b>+11.6%</b>

## Autres produits d'exploitation, anciennement chiffre d'affaires financier

En millions d'euros	T1		T2		S1	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Europe	4	6	3	6	7	12
<i>France</i>	2	3	1	3	3	5
<i>Europe hors France</i>	2	3	2	3	4	7
Amérique latine	8	10	8	9	16	20
Reste du monde	1	2	1	1	2	2
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>12</b>	<b>16</b>	<b>25</b>	<b>34</b>

En millions d'euros	T1		T2		S1	
	Publiée	Organique (hors Venezuela)	Publiée	Organique (hors Venezuela)	Publiée	Organique (hors Venezuela)
Europe	-44.7%	-44.6%	-43.9%	-43.8%	-44.3%	-44.2%
<i>France</i>	-36.2%	-36.2%	-34.7%	-34.7%	-35.5%	-35.5%
<i>Europe hors France</i>	-50.7%	-50.5%	-50.4%	-50.1%	-50.5%	-50.3%
Amérique latine	-19.3%	-7.0%	-18.9%	-3.3%	-19.1%	-5.2%
Reste du monde	+1.9%	+24.8%	-14.4%	+12.0%	-6.9%	+17.9%
<b>Total</b>	<b>-27.1%</b>	<b>-18.6%</b>	<b>-27.4%</b>	<b>-16.5%</b>	<b>-27.3%</b>	<b>-17.5%</b>

## Revenu total, anciennement chiffre d'affaires total

En millions d'euros	T1		T2		S1	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Europe	187	167	182	161	369	328
<i>France</i>	65	60	56	52	121	112
<i>Europe hors France</i>	122	107	126	109	248	216
Amérique latine	127	142	132	141	259	283
Reste du monde	18	19	19	20	37	39
<b>Total</b>	<b>332</b>	<b>328</b>	<b>333</b>	<b>322</b>	<b>665</b>	<b>650</b>

En millions d'euros	T1		T2		S1	
	Publiée	Organique (hors Venezuela)	Publiée	Organique (hors Venezuela)	Publiée	Organique (hors Venezuela)
Europe	+11.5%	+9.8%	+13.5%	+12.0%	+12.5%	+10.9%
<i>France</i>	+8.2%	+6.6%	+8.7%	+8.2%	+8.4%	+7.3%
<i>Europe hors France</i>	+13.3%	+11.5%	+15.8%	+13.8%	+14.6%	+12.7%
Amérique latine	-10.2%	+6.5%	-7.0%	+12.0%	-8.6%	+9.3%
Reste du monde	-2.9%	+7.6%	-5.8%	+10.0%	-4.4%	+8.9%
<b>Total</b>	<b>+1.3%</b>	<b>+8.3%</b>	<b>+3.3%</b>	<b>+11.9%</b>	<b>+2.3%</b>	<b>+10.1%</b>

## Operating EBIT & EBIT

En millions d'euros	S1 2018	S1 2017	Variation publiée	Variation organique (hors Venezuela)
Europe	110	92	+20.9%	+18.0%
<i>France</i>	27	25	+7.2%	+6.2%
<i>Europe hors France</i>	83	67	+26.0%	+22.3%
Amérique latine	85	90	-5.9%	+13.5%
Reste du monde	2	2	+1.0%	+14.7%
Holding et autres	(7)	(11)	-39.3%	-53.7%
<b>Operating EBIT</b>	<b>190</b>	<b>173</b>	<b>+10.6%</b>	<b>+20.3%</b>

En millions d'euros	S1 2018	S1 2017	Variation publiée	Variation organique (hors Venezuela)
Europe	117	104	+13.2%	+10.6%
<i>France</i>	30	30	-0.1%	-0.9%
<i>Europe hors France</i>	87	74	+18.5%	+15.2%
Amérique latine	101	110	-8.3%	+10.1%
Reste du monde	4	4	-3.2%	+16.4%
Holding et autres	(7)	(11)	-39.3%	-53.7%
<b>EBIT</b>	<b>215</b>	<b>207</b>	<b>+4.3%</b>	<b>+14.0%</b>

## Bilan simplifié

En millions d'euros					
ACTIF	Jun 2018	Déc. 2017 Proforma	IFRS 9 & IFRS 15	Déc. 2017	Jun 2017
Goodwill	965	994		994	1 050
Immobilisations incorporelles	427	433		433	410
Immobilisations corporelles	48	46		46	54
Participation dans les sociétés mises en équivalence	55	62		62	76
Autres actifs financiers non courants	124	130	32	98	104
<i>Float</i>	1 783	1 744	(120)	1 864	1 677
BFR hors <i>float</i>	228	236	(3)	239	189
Fonds réservés	1 248	1 127		1 127	1 016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 342	1 439	(1)	1 440	1 517
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>6 220</b>	<b>6 211</b>	<b>(92)</b>	<b>6 303</b>	<b>6 092</b>

En millions d'euros					
PASSIF	Jun 2018	Déc. 2017 Proforma	IFRS 9 & IFRS 15	Déc. 2017	Jun 2017
Capitaux propres et intérêts ne conférant pas le contrôle	(1 569)	(1 362)	(75)	(1 287)	(1 404)
Dettes financières	2 532	2 136	(17)	2 153	2 732
Provisions et impôts différés passifs	201	219		219	268
Fonds à rembourser ( <i>Float</i> )	4 355	4 749		4 749	4 089
BFR hors <i>float</i>	701	469		469	407
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>6 220</b>	<b>6 211</b>	<b>(92)</b>	<b>6 303</b>	<b>6 092</b>

	Jun 2018	Déc. 2017 Proforma	Déc. 2017	Jun 2017
<b>BFR</b>	<b>3 045</b>	<b>3 238</b>	<b>3 115</b>	<b>2 630</b>
<b>Dont <i>float</i> :</b>	<b>2 572</b>	<b>3 005</b>	<b>2 885</b>	<b>2 412</b>



## Retraitement de l'exercice 2017 du chiffre d'affaires opérationnel, conformément à IFRS 15

En millions d'euros	T1			T2			T3			T4			2017		
	Publié	Pro forma IFRS 15	Variation	Publié	Pro forma IFRS 15	Variation	Publié	Pro forma IFRS 15	Variation	Publié	Pro forma IFRS 15	Variation	Publié	Pro forma IFRS 15	Variation
Europe	156	<b>161</b>	+5	160	<b>155</b>	-5	149	<b>149</b>	0	208	<b>187</b>	-21	673	<b>652</b>	-21
<i>France</i>	50	<b>57</b>	+7	50	<b>49</b>	-1	45	<b>47</b>	+2	74	<b>62</b>	-12	219	<b>215</b>	-4
<i>Europe hors France</i>	106	<b>104</b>	-2	110	<b>106</b>	-4	104	<b>102</b>	-2	134	<b>125</b>	-9	454	<b>437</b>	-17
Amérique latine	130	<b>132</b>	+2	132	<b>132</b>	0	126	<b>125</b>	-1	136	<b>136</b>	0	524	<b>525</b>	+1
Reste du monde	19	<b>17</b>	-2	19	<b>19</b>	0	18	<b>19</b>	+1	19	<b>21</b>	+2	75	<b>76</b>	+1
<b>Chiffre d'affaires opérationnel</b>	<b>305</b>	<b>310</b>	+5	<b>311</b>	<b>306</b>	-5	<b>293</b>	<b>293</b>	0	<b>363</b>	<b>344</b>	-19	<b>1 272</b>	<b>1 253</b>	-19



## Retraitement de l'exercice 2017 de l'EBIT opérationnel, conformément à IFRS 15

En millions d'euros	S1 2017			S2 2017			2017		
	Publié	Pro forma IFRS 15	Variation	Publié	Pro forma IFRS 15	Variation	Publié	Pro forma IFRS 15	Variation
Europe	85	<b>92</b>	+7	98	<b>83</b>	-15	183	<b>175</b>	-8
<i>France</i>	18	<b>25</b>	+7	24	<b>14</b>	-10	42	<b>39</b>	-3
<i>Europe hors France</i>	67	<b>67</b>	0	74	<b>69</b>	-5	141	<b>136</b>	-5
Amérique latine	89	<b>90</b>	+1	99	<b>99</b>	0	188	<b>189</b>	+1
Reste du monde	4	<b>2</b>	-2	4	<b>5</b>	+1	8	<b>7</b>	-1
Holding et autres	(11)	<b>(11)</b>	0	2	<b>2</b>	0	(9)	<b>(9)</b>	0
<b>Total</b>	<b>167</b>	<b>173</b>	<b>+6</b>	<b>203</b>	<b>189</b>	<b>-14</b>	<b>370</b>	<b>362</b>	<b>-8</b>

## Retraitement de l'exercice 2017 de l'EBIT total, conformément à IFRS 15

En millions d'euros	S1 2017			S2 2017			2017		
	Publié	Pro forma IFRS 15	Variation	Publié	Pro forma IFRS 15	Variation	Publié	Pro forma IFRS 15	Variation
Europe	97	<b>104</b>	+7	110	<b>95</b>	-15	207	<b>199</b>	-8
<i>France</i>	23	<b>30</b>	+7	29	<b>19</b>	-10	52	<b>49</b>	-3
<i>Europe hors France</i>	74	<b>74</b>	0	81	<b>76</b>	-5	155	<b>150</b>	-5
Amérique latine	109	<b>110</b>	+1	117	<b>117</b>	0	226	<b>227</b>	+1
Reste du monde	6	<b>4</b>	-2	7	<b>8</b>	+1	13	<b>12</b>	-1
Holding et autres	(11)	<b>(11)</b>	0	2	<b>2</b>	0	(9)	<b>(9)</b>	0
<b>Total</b>	<b>201</b>	<b>207</b>	+6	<b>236</b>	<b>222</b>	-14	<b>437</b>	<b>429</b>	-8



# COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES ET NOTES ANNEXES

## I. COMPTES CONSOLIDES

1.1 . COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

1.2 . ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

1.3 . ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

1.3.1. ACTIF CONSOLIDÉ

1.3.2. PASSIF CONSOLIDÉ

1.4 . TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉS

1.5 . VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

## II. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

# I. COMPTES CONSOLIDES

## 1.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)

	Notes	Jun 2018	Jun 2017 Retraité *
Chiffre d'affaires opérationnel	4.1	640	616
Autres produits d'exploitation*	4.1	25	34
<b>Total Revenus*</b>	4.1	<b>665</b>	<b>650</b>
Charges d'exploitation	4.3	(414)	(407)
Amortissements et dépréciations	5.4	(36)	(36)
<b>Résultat d'exploitation avant autres charges et produits</b>	4.1	<b>215</b>	<b>207</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence	5.3	6	5
Autres charges et produits	10.1	(3)	16
<b>Résultat d'exploitation y compris résultat des sociétés mises en équivalence</b>		<b>218</b>	<b>228</b>
Résultat financier	6.1	(15)	(26)
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>203</b>	<b>202</b>
Impôts	7	(61)	(65)
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>142</b>	<b>137</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>		<b>124</b>	<b>123</b>
Résultat net part des intérêts ne conférant pas le contrôle		18	14
Nombre moyen d'actions (en milliers)	8	234 602	232 598
<b>Résultat net part du Groupe par action (en euros)</b>	<b>8</b>	<b>0,53</b>	<b>0,53</b>
Résultat net dilué par action (en euros)	8	0,52	0,52

\* Compte de résultat retraité de la norme IFRS 15 (cf. Note 1.3 "Changements de méthodes comptables - Application d'IFRS 15 et IFRS 9")

## 1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en millions d'euros)

	Notes	Jun 2018	Jun 2017 Retraité*
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>142</b>	<b>137</b>
<b>Eléments recyclables en résultat</b>			
Différence de conversion	1.5	(76)	(84)
Variation de la juste valeur des instruments financiers & actifs disponibles à la vente		(6)	17
Impôts sur les éléments recyclables en résultat		-	(3)
<b>Eléments non recyclables en résultat</b>			
Ecart actuariel sur les obligations au titre des prestations définies		-	(1)
Impôts sur les éléments non recyclables en résultat		-	-
<b>Total produits et charges reconnus directement en capitaux propres</b>		<b>(82)</b>	<b>(71)</b>
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL</b>		<b>60</b>	<b>66</b>
<b>Résultat global total part du Groupe</b>		<b>46</b>	<b>58</b>
<b>Résultat global total part des Intérêts ne conférant pas le contrôle</b>		<b>14</b>	<b>8</b>

\* Etat du résultat global retraité de la norme IFRS 15 (cf. Note 1.3 "Changements de méthodes comptables - Application d'IFRS 15 et IFRS 9")

## 1.3 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

### Actif consolidé

(en millions d'euros)

	Notes	Jun 2018	Décembre 2017
			Retraité*
Goodwill	5.1	965	994
Immobilisations incorporelles	5.2	427	433
Immobilisations corporelles		48	46
Participation dans les sociétés mises en équivalence	5.3	55	62
Actifs financiers non courants	6.2	47	41
Actifs d'impôts différés		77	89
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>		<b>1 619</b>	<b>1 665</b>
Clients	4.4	1 719	1 679
Stocks et autres tiers	4.4	292	301
Fonds réservés	4.5	1 248	1 127
Actifs financiers courants	6.3 / 6.6	33	43
Autres placements de trésorerie	6.4 / 6.6	576	768
Trésorerie & équivalents de trésorerie	6.4 / 6.6	733	628
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>		<b>4 601</b>	<b>4 546</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>6 220</b>	<b>6 211</b>

\*Bilan retraité des normes IFRS 15 et 9 (cf. Note 1.3 "Changements de méthodes comptables - Application d'IFRS15 et IFRS 9")

## Passif consolidé

(en millions d'euros)	Notes	Juin 2018	Décembre 2017
			Retraité*
Capital		479	471
Titres d'auto-contrôle		(28)	(6)
Réserv es consolidées groupe		(1 927)	(1 963)
Réserv es liées aux av antages au personnel		105	98
Réserv es de juste v aleur des instruments financiers		7	13
Réserv es liées aux gains ou pertes actuariels		(3)	(3)
Différence de conv ersion		(430)	(358)
Résultat de la période / de l'exercice		124	241
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>(1 673)</b>	<b>(1 507)</b>
Intérêts ne conférant pas le contrôle		104	145
<b>Capitaux propres</b>		<b>(1 569)</b>	<b>(1 362)</b>
Dettes financières non courantes	6.5 / 6.6	1 702	1 748
Autres passifs financiers non courants	6.5 / 6.6	47	17
Prov isions à caractère non courant	10.2	38	42
Passifs d'impôts différés		125	135
<b>TOTAL PASSIF NON COURANT</b>		<b>1 912</b>	<b>1 942</b>
Dettes financières courantes	6.5 / 6.6	467	68
Autres passifs financiers courants	6.5 / 6.6	125	249
Prov isions à caractère courant	10.2	38	42
Fonds à rembourser	4.4	4 355	4 749
Fournisseurs	4.4	212	177
Dettes d'impôts courants	4.4	7	8
Autres tiers	4.4	482	284
Concours bancaires	6.5 / 6.6	191	54
<b>TOTAL PASSIF COURANT</b>		<b>5 877</b>	<b>5 631</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>		<b>6 220</b>	<b>6 211</b>

\* Bilan retraité des normes IFRS 15 et 9 (cf. Note 1.3 "Changements de méthodes comptables - Application d'IFRS 15 et IFRS 9")

## 1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2018	Jun 2017 Retraité
+ Résultat net part du Groupe		124	123
+ Part des intérêts ne conférant pas le contrôle		18	14
- Quote-part des sociétés mise en équivalence	5.3	(6)	(5)
- Amortissements et variation des provisions d'exploitation		34	35
- Impôts différés		7	8
- Charges liées au paiement en actions		7	6
- Impact non cash des autres charges et produits		(1)	(21)
- Différence entre impôt décaissé et charge d'impôt		-	7
+ Dividendes reçus des sociétés consolidées par mise en équivalence	5.3	12	4
<b>= Marge brute d'autofinancement</b>		<b>195</b>	<b>172</b>
- (Plus-values)/Moins-values nettes des cessions d'actifs		1	-
- Autres charges et produits (y compris frais de restructuration)		4	7
<b>= Marge Brute d'Autofinancement avant autres charges et produits (FFO)</b>		<b>200</b>	<b>179</b>
+ Diminution (Augmentation) du Besoin en Fonds de Roulement	4.3	(187)	(271)
+ Diminution (Augmentation) courante des Fonds réservés	4.3	(121)	(83)
<b>= Flux de trésorerie des activités opérationnelles</b>		<b>(108)</b>	<b>(175)</b>
+ Autres charges et produits (y compris les frais de restructuration) encaissés / décaissés		20	22
<b>= Flux de Trésorerie des activités opérationnelles incluant les autres charges et produits (A)</b>		<b>(88)</b>	<b>(153)</b>
- Décaissements liés à des Investissements sur actifs existants		(37)	(36)
- Décaissements liés à des acquisitions nettes de la trésorerie acquise		(224)	(20)
+ Encaissements liés à des cessions d'actifs		-	1
<b>= Flux de Trésorerie liés aux investissements / désinvestissements (B)</b>		<b>(261)</b>	<b>(55)</b>
+ Augmentation de capital		7	8
- Dividendes payés (1)	3.2	(127)	(127)
+ (Achats) ventes de titres d'auto-contrôle		(30)	(17)
+ Augmentation (Diminution) de la Dette		511	199
+ Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		(7)	-
<b>= Flux de Trésorerie des activités de financement (C)</b>		<b>354</b>	<b>65</b>
- Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D)		(38)	(24)
<b>= Variation de trésorerie (E) = (A) + (B) + (C) + (D)</b>	<b>6.6</b>	<b>(33)</b>	<b>(167)</b>
+ Trésorerie ouverture		575	597
- Trésorerie clôture		542	430
<b>= VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>6.6</b>	<b>(33)</b>	<b>(167)</b>

\*Tableau de flux de trésorerie retraité de la norme IFRS 15 (cf. Note 1.3 "Changements de méthodes comptables - Application d'IFRS15 & IFRS 9")

(1) Dont (104) millions d'euros de dividende en numéraire versés aux actionnaires du Groupe, d'un montant de 0,85 euro par action et (23) millions d'euros aux actionnaires minoritaires.

La trésorerie nette à la clôture s'analyse comme suit :

		Jun 2018	Jun 2017 Retraité
+ Trésorerie & équivalents de trésorerie	6.4	733	479
- Concours bancaires	6.5	(191)	(49)
<b>= TRESORERIE NETTE</b>		<b>542</b>	<b>430</b>

## 1.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Titres d'auto contrôle	Réserves consolidées Groupe (2)	Réserves liées aux avantages du personnel	Réserves de juste valeur des instruments financiers & actifs disponibles à la vente	Réserves liées aux gains et pertes actuariels	Différence de conversion (1)	Résultat de la période	Capitaux propres Groupe	Total intérêts ne conférant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>31 Décembre 2016 Publié</b>	467	682	(32)	(2 381)	86	3	(5)	(230)	180	(1 230)	69	(1 161)
Impact IFRS 15 (5)	-	-	-	(55)	-	-	-	-	-	(55)	(2)	(57)
<b>31 Décembre 2016 Retraité IFRS 15 (5)</b>	467	682	(32)	(2 436)	86	3	(5)	(230)	180	(1 285)	67	(1 218)
Affectation du résultat 2016	-	-	-	180	-	-	-	-	(180)	-	-	-
Augmentation (réduction) de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- annulation d'actions auto-détenues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- levée d'option	-	(2)	-	-	-	-	-	-	-	(2)	-	(2)
- distribution de dividendes en actions	4	31	-	-	-	-	-	-	-	35	-	35
Dividende distribué	-	-	-	(144)	-	-	-	-	-	(144)	(15)	(159)
Variations de périmètre	-	-	-	(263)	-	-	-	-	-	(263)	87	(176)
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	(7)	-	-	-	-	-	-	(7)	-	(7)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	-	6	8	(1)	(78)	-	(65)	(6)	(71)
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	123	123	14	137
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL</b>	-	-	-	-	6	8	(1)	(78)	123	58	8	66
<b>30 Juin 2017 retraité IFRS 15 (5)</b>	471	711	(39)	(2 663)	92	11	(6)	(308)	123	(1 608)	147	(1 461)
Augmentation (réduction) de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- annulation d'actions auto-détenues	(2)	(27)	31	-	-	-	-	-	-	2	-	2
- levée d'option	2	13	-	(15)	-	-	-	-	-	-	-	-
- distribution de dividendes en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividende distribué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2)	(2)
Variations de périmètre	-	-	-	26	-	-	-	-	-	26	(14)	12
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	-	12	-	-	-	-	12	-	12
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	2	-	-	-	-	-	-	2	-	2
<b>Autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	-	(6)	2	3	(50)	-	(51)	(4)	(55)
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	118	118	22	140
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL</b>	-	-	-	-	(6)	2	3	(50)	118	67	5	72
<b>31 Décembre 2017 retraité IFRS 15 (5)</b>	471	697	(6)	(2 652)	98	13	(3)	(358)	241	(1 499)	149	(1 350)
Impact IFRS 9 (5)	-	-	-	(8)	-	-	-	-	-	(8)	(4)	(12)
<b>31 Décembre 2017 retraité IFRS 15 &amp; 9 (5)</b>	471	697	(6)	(2 660)	98	13	(3)	(358)	241	(1 507)	145	(1 362)
Affectation du résultat 2017	-	-	-	241	-	-	-	-	(241)	-	-	-
Augmentation (réduction) de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- annulation d'actions auto-détenues	(1)	(7)	-	-	-	-	-	-	-	(8)	-	(8)
- levée d'option	1	6	-	-	-	-	-	-	-	7	-	7
- distribution de dividendes en actions	8	88	-	-	-	-	-	-	-	96	-	96
Dividende distribué (3)	-	-	-	(200)	-	-	-	-	-	(200)	(23)	(223)
Variations de périmètre (4)	-	-	-	(92)	-	-	-	-	-	(92)	(32)	(124)
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	-	7	-	-	-	-	7	-	7
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	(22)	-	-	-	-	-	-	(22)	-	(22)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	-	-	(6)	-	(72)	-	(78)	(4)	(82)
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	124	124	18	142
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL</b>	-	-	-	-	-	(6)	-	(72)	124	46	14	60
<b>30 Juin 2018</b>	479	784	(28)	(2 711)	105	7	(3)	(430)	124	(1 673)	104	(1 569)

- (1) Cf. Note 1.5 – « Monnaie de présentation et monnaies étrangères », et Note 11 « Taux de change » avec le détail des principaux taux de change utilisés en 2017 et 2018. Le solde de (430) millions d'euros de réserves de change part du Groupe comprend principalement les réserves liées au BRL pour (218) millions d'euros, le VEF pour (130) millions d'euros et le GBP pour (22) millions d'euros.
- (2) Le poste inclut l'impact lié aux rachats d'entités Edenred détenues par Accor et comptabilisé en capitaux propres pour (1 894) millions d'euros lors de la scission en juin 2010.
- (3) Corresponds à la distribution de 200 millions d'euros versés aux actionnaires du Groupe (dont 104 millions d'euros en numéraire et 96 millions d'euros en actions - Cf. Note 3.2 – « Paiement du dividende 2017 ») et 23 millions d'euros versés aux actionnaires minoritaires.
- (4) La variation de périmètre en part Groupe sur le premier semestre 2018 comprend principalement les impacts de l'exercice d'option d'achat en avril 2018 sur le capital de PWCE Participations, portant ainsi le pourcentage d'intérêt du groupe Edenred dans ProwebCE de 71% à 99,3%, le rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle sur la filiale Repom, portant ainsi le taux d'intérêt de 40% à 65%, le rachat d'intérêts ne conférant pas le contrôle sur UTA en juin 2018 portant le taux d'intérêt de 66% à 83%, et la comptabilisation d'une dette sur option de ventes liés à l'acquisition de Timex Card. Pour rappel, la variation de périmètre en part du Groupe sur l'exercice 2017 était principalement impactée par l'acquisition d'UTA.
- (5) Variation de capitaux propres consolidés retraitée de la norme IFRS 15 et 9 (cf. Note 1.3 "Changements de méthodes comptables : application d'IFRS 15 et IFRS 9")

## II. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 :	BASES DE PREPARATION DES COMPTES INTERMEDIAIRES .....	35
NOTE 2 :	ACQUISITIONS, DEVELOPPEMENTS ET CESSIONS .....	42
NOTE 3 :	FAITS MARQUANTS .....	44
NOTE 4 :	ACTIVITE OPERATIONNELLE.....	45
NOTE 5 :	ACTIFS NON COURANTS .....	52
NOTE 6 :	ELEMENTS FINANCIERS .....	55
NOTE 7 :	IMPOTS SUR LES BENEFICES – TAUX EFFECTIF D'IMPOT .....	61
NOTE 8 :	RESULTAT PAR ACTION .....	61
NOTE 9 :	AVANTAGES SOCIAUX.....	62
NOTE 10 :	AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS .....	63
NOTE 11 :	TAUX DE CHANGE .....	69
NOTE 12 :	ACTUALITE NORMATIVE .....	70

## PREAMBULE

---



Ce symbole signale un point normatif IFRS.



Ce symbole signale une définition spécifique au groupe Edenred.



Ce symbole signale qu'un recours à une estimation ou au jugement a été effectué. Lorsque la société a recours à des estimations et hypothèses, elle utilise la méthode présentée en Note 1.6. En l'absence de normes ou d'interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction d'Edenred fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie Groupe, et traduisent la réalité économique des transactions.



Ce symbole met en évidence les données chiffrées du Groupe pour l'exercice en cours ainsi que la période comparative.

## NOTE 1 : BASES DE PREPARATION DES COMPTES INTERMEDIAIRES

### 1.1 . ARRETE DES COMPTES

Les comptes consolidés résumés du groupe Edenred au 30 juin 2018 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 juillet 2018.

### 1.2 . BASES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES



En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés d'Edenred au 30 juin 2018 sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2017.

Les principes comptables retenus pour la présentation des comptes consolidés résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2018 et disponibles à l'adresse suivante :

[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_fr#overview](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr#overview)

Les règles et méthodes comptables utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017, à l'exception :

- (1) des normes, amendements de normes et interprétations entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (Note 1.3),
- (2) des particularités de l'établissement des comptes intermédiaires (Note 1.4).

### 1.3 . CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES : APPLICATION D'IFRS 15 ET IFRS 9

#### 1.3.1. IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15, qui remplace les normes IAS 18 et IAS 11, est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le Groupe a fait le choix d'appliquer la norme IFRS 15 selon la méthode rétrospective complète. L'exercice comparatif 2017 présenté dans les états financiers au 30 juin 2018 a été retraité conformément à IFRS 15 et l'impact de la transition a été constaté dans les capitaux propres d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Ce retraitement permet de comparer les données financières de la période close au 30 juin 2018 avec (i) celles de la période comparative 2017 pour le compte de résultat et (ii) celles de l'exercice comparatif 2017 pour le bilan.

La norme IFRS 15 définit comme nouveau principe fondateur une reconnaissance des produits lors du transfert du contrôle au client. La norme IFRS 15 a par ailleurs apporté des précisions sur la désagrégation des contrats en obligations de performance et sur l'évaluation du chiffre d'affaires dans des cas spécifiques.

Suite à une analyse complète des évolutions normatives sur l'ensemble de ses activités, le Groupe a identifié les principales évolutions suivantes :

- Les relations « agent /principal » s'analysent désormais à l'aune du principe de transfert de contrôle et non plus du transfert des risques et avantages. Une revue des contrats concernés par ces dispositions a conduit au reclassement de montants perçus de la ligne « chiffre d'affaires » vers la ligne « charges d'exploitation ». En effet, selon IFRS 15, seuls les montants perçus par le Groupe en sa qualité de principal peuvent être reconnus en chiffre d'affaires.

Cette requalification génère une diminution du chiffre d'affaires de 6 millions d'euros sur le premier semestre 2017 mais n'a pas d'impact sur les capitaux propres d'ouvertures du 1<sup>er</sup> janvier 2017, s'agissant uniquement d'un reclassement entre deux lignes du compte de résultat.

- Le fait générateur de la reconnaissance du chiffre d'affaires s'appuie désormais sur le transfert de contrôle. Ce nouveau principe a conduit à décaler la reconnaissance de certaines commissions perçues auprès des commerçants partenaires dans le cadre des activités « Avantages aux salariés » et « Motivation et récompenses » de la date d'émission des titres à la date de demande de remboursement.

Cette évolution dans la détermination du fait générateur génère une augmentation du chiffre d'affaires de 6 millions d'euros sur le premier semestre 2017 du fait de la saisonnalité de l'activité. Compte tenu de la saisonnalité de l'activité, l'impact total sur le chiffre d'affaires opérationnel du premier semestre 2018 n'est pas significatif.

Par ailleurs, l'impact négatif net d'impôt sur les capitaux propres d'ouverture du 1<sup>er</sup> janvier 2017 est de (57) millions d'euros et a pour contrepartie le poste « stocks et autres tiers » pour (82) millions d'euros et le poste « actifs d'impôts différés » pour 25 millions d'euros.

L'impact net ne représentant que 1% sur le total du bilan d'ouverture de l'exercice 2017, l'incidence est considérée comme non significative.

Enfin, à l'occasion de la transition IFRS 15, le Groupe a décidé de renommer les lignes suivantes :

- « Chiffre d'affaires financier » en « autres produits d'exploitation »
- « Chiffre d'affaires total » en « Total revenus »

### **1.3.2. IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS**

La norme IFRS 9 est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le Groupe a fait le choix d'appliquer la norme IFRS 9 selon la méthode rétrospective, à l'exception des dispositions d'IFRS 9 en matière de comptabilité de couverture d'application prospective. L'impact de la transition est intégré dans le bilan retraité au 31 décembre 2017 dans les états financiers présentés.

Les principales évolutions apportées par la norme IFRS 9 concernent les éléments suivants :

- Dépréciation des actifs financiers évalués au coût amorti : la norme IFRS 9 requiert désormais de reconnaître les pertes attendues et non plus uniquement les pertes avérées. IFRS 9 conduit donc à constater une provision dès la reconnaissance initiale des créances commerciales. S'agissant de créances sans composante financière significative, le Groupe applique le modèle alternatif de la norme qui consiste à provisionner les pertes attendues sur la durée.

L'impact de cette nouvelle disposition sur les capitaux propres au 1er janvier 2018 s'élève à 33 millions d'euros avant impôts.

- Classement et évaluation des actifs financiers : la norme IFRS 9 prescrit de nouvelles catégories pour la présentation et l'évaluation des actifs financiers. La norme IFRS 9 modifie également le traitement des résultats latents sur les placements en actions qui peuvent être reconnus de manière optionnelle en autres éléments du résultat global. Le recyclage en résultat lors de la cession n'est effectivement plus autorisé dans ce cas.

Le Groupe n'a identifié aucun impact significatif dans l'application de ces nouveaux principes sur les capitaux propres d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le Groupe n'anticipe aucun impact significatif sur l'exercice 2018.

Comptabilité de couverture : La norme IFRS 9 modifie notamment les critères permettant d'appliquer la comptabilité de couverture avec une adéquation plus forte entre la norme comptable et la gestion interne des risques. La norme IFRS 9 apporte également des modifications sur la comptabilisation même des relations de couverture, notamment sur le traitement des valeurs temps et point de terme et sur l'ajustement de la valeur d'entrée des éléments couverts. Les dispositions étant d'application prospective, aucun impact n'a été reconnu dans les capitaux d'ouverture. Le Groupe n'anticipe aucun impact significatif sur l'exercice 2018.

- Passifs financiers : si la norme IFRS 9 ne modifie pas fondamentalement la comptabilisation des passifs financiers, elle apporte cependant des précisions quant au traitement comptable d'une modification de dette n'entraînant pas sa dé-comptabilisation. En effet, l'impact de la renégociation doit être reconnu immédiatement en résultat et les intérêts courus sur les années suivantes déterminés sur la base du taux historique. L'application de ces nouvelles dispositions a conduit le Groupe à reconnaître un impact positif de 17 millions d'euros avant impôts sur les capitaux propres d'ouverture en contrepartie d'une diminution des dettes financières au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Au compte de résultat, ce traitement entraîne la comptabilisation d'une charge financière complémentaire de (2) millions d'euros par an sur la durée résiduelle de l'emprunt soit jusqu'en 2025.

L'application de cette norme a donc eu comme impact global, une baisse des capitaux propres de 12 millions d'euros, nette d'impôts.

### 1.3.3. IMPACTS SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Actif (en millions d'euros)	Décembre 2017	Impact	Impact	Décembre 2017	Décembre 2016	Impact	Décembre 2016
	Publié	IFRS 15	IFRS 9	Retraité	Publié	IFRS 15	Retraité
Goodwill	994	-	-	994	904	-	904
Immobilisations incorporelles	433	-	-	433	313	-	313
Immobilisations corporelles	46	-	-	46	38	-	38
Participation dans les sociétés mises en équivalence	62	-	-	62	151	-	151
Actifs financiers non courants	41	-	-	41	41	-	41
Actifs d'impôts différés	57	27	5	89	69	25	94
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>	<b>1 633</b>	<b>27</b>	<b>5</b>	<b>1 665</b>	<b>1 516</b>	<b>25</b>	<b>1 541</b>
Clients	1 712	-	(33)	1 679	1 415	-	1 415
Stocks et autres tiers	391	(90)	-	301	326	(82)	244
Fonds réservés	1 127	-	-	1 127	942	-	942
Actifs financiers courants	43	-	-	43	49	-	49
Autres placements de trésorerie	768	-	-	768	735	-	735
Trésorerie & équivalents de trésorerie	629	-	(1)	628	649	-	649
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>	<b>4 670</b>	<b>(90)</b>	<b>(34)</b>	<b>4 546</b>	<b>4 116</b>	<b>(82)</b>	<b>4 034</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>6 303</b>	<b>(63)</b>	<b>(29)</b>	<b>6 211</b>	<b>5 632</b>	<b>(57)</b>	<b>5 575</b>

Passif (en millions d'euros)	Décembre 2017	Impact	Impact	Décembre 2017	Décembre 2016	Impact	Décembre 2016
	Publié	IFRS 15	IFRS 9	Retraité	Publié	IFRS 15	Retraité
Capital	471	-	-	471	467	-	467
Titres d'auto-contrôle	(6)	-	-	(6)	(32)	-	(32)
Réserves consolidées groupe	(1 900)	(55)	(8)	(1 963)	(1 699)	(55)	(1 754)
Réserves liées aux avantages au personnel	98	-	-	98	86	-	86
Réserves de juste valeur des instruments financiers	13	-	-	13	3	-	3
Réserves liées aux gains ou pertes actuariels	(3)	-	-	(3)	(5)	-	(5)
Différence de conversion	(357)	(1)	-	(358)	(230)	-	(230)
Résultat de la période / de l'exercice	247	(6)	-	241	180	-	180
<b>Capitaux propres par Groupe</b>	<b>(1 437)</b>	<b>(62)</b>	<b>(8)</b>	<b>(1 507)</b>	<b>(1 230)</b>	<b>(55)</b>	<b>(1 285)</b>
Intérêts ne conférant pas le contrôle	150	(1)	(4)	145	69	(2)	67
<b>Capitaux propres</b>	<b>(1 287)</b>	<b>(63)</b>	<b>(12)</b>	<b>(1 362)</b>	<b>(1 161)</b>	<b>(57)</b>	<b>(1 218)</b>
Dettes financières non courantes	1 765	-	(17)	1 748	1 355	-	1 355
Autres passifs financiers non courants	17	-	-	17	50	-	50
Provisions à caractère non courant	42	-	-	42	42	-	42
Passifs d'impôts différés	135	-	-	135	129	-	129
<b>TOTAL PASSIF NON COURANT</b>	<b>1 959</b>	<b>-</b>	<b>(17)</b>	<b>1 942</b>	<b>1 576</b>	<b>-</b>	<b>1 576</b>
Dettes financières courantes	68	-	-	68	527	-	527
Autres passifs financiers courants	249	-	-	249	37	-	37
Provisions à caractère courant	42	-	-	42	35	-	35
Fonds à rembourser	4 749	-	-	4 749	4 182	-	4 182
Fournisseurs	177	-	-	177	142	-	142
Dettes d'impôts courants	8	-	-	8	13	-	13
Autres tiers	284	-	-	284	229	-	229
Concours bancaires	54	-	-	54	52	-	52
<b>TOTAL PASSIF COURANT</b>	<b>5 631</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 631</b>	<b>5 217</b>	<b>-</b>	<b>5 217</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>	<b>6 303</b>	<b>(63)</b>	<b>(29)</b>	<b>6 211</b>	<b>5 632</b>	<b>(57)</b>	<b>5 575</b>

### Compte de résultat

(en millions d'euros)

	Juin 2017 Publié	Impact IFRS 15	Juin 2017 Retraité
Chiffre d'affaires opérationnel	616	0	616
Autres produits d'exploitation	34	-	34
<b>Total Revenus</b>	<b>650</b>	<b>0</b>	<b>650</b>
Charges d'exploitation	(413)	6	(407)
Amortissements, provisions et dépréciations	(36)	-	(36)
<b>Résultat d'exploitation avant autres charges et produits</b>	<b>201</b>	<b>6</b>	<b>207</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence	5	-	5
Autres charges et produits	16	-	16
<b>Résultat d'exploitation y compris résultat des sociétés mises en équivalence</b>	<b>222</b>	<b>6</b>	<b>228</b>
Résultat financier	(26)	-	(26)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>196</b>	<b>6</b>	<b>202</b>
Impôts	(62)	(3)	(65)
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>134</b>	<b>3</b>	<b>137</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>120</b>	<b>3</b>	<b>123</b>
Résultat net part des intérêts ne conférant pas le contrôle	14	-	14
Nombre moyen d'actions (en milliers)	232 598	-	232 598
<b>Résultat net part du Groupe par action (en euros)</b>	<b>0,52</b>	<b>0,01</b>	<b>0,53</b>
Résultat net dilué par action (en euros)	0,51	0,01	0,52

### Compte de résultat

(en millions d'euros)

	déc-17 Publié	Impact IFRS 15	déc-17 Retraité
Chiffre d'affaires opérationnel	1 272	(19)	1 253
Autres produits d'exploitation	67	-	67
<b>Total Revenus</b>	<b>1 339</b>	<b>(19)</b>	<b>1 320</b>
Charges d'exploitation	(829)	11	(818)
Amortissements, provisions et dépréciations	(73)	-	(73)
<b>Résultat d'exploitation avant autres charges et produits</b>	<b>437</b>	<b>(8)</b>	<b>429</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence	11	-	11
Autres charges et produits	(7)	-	(7)
<b>Résultat d'exploitation y compris résultat des sociétés mises en équivalence</b>	<b>441</b>	<b>(8)</b>	<b>433</b>
Résultat financier	(50)	-	(50)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>391</b>	<b>(8)</b>	<b>383</b>
Impôts	(108)	2	(106)
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	<b>283</b>	<b>(6)</b>	<b>277</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>247</b>	<b>(6)</b>	<b>241</b>
Résultat net part des intérêts ne conférant pas le contrôle	36	-	36
Nombre moyen d'actions (en milliers)	233 064	-	233 064
<b>Résultat net part du Groupe par action (en euros)</b>	<b>1,06</b>	<b>(0,03)</b>	<b>1,03</b>
Résultat net dilué par action (en euros)	1,05	(0,03)	1,02

<b>Tableau de flux de trésorerie</b>	<b>Jun 2017</b>	<b>Impact</b>	<b>Jun 2017</b>
<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Publié</b>	<b>IFRS 15</b>	<b>Retraité</b>
+ Résultat net part du Groupe	120	3	123
+ Part des intérêts ne conférant pas le contrôle	14	-	14
- Quote-part des sociétés mise en équivalence	(5)	-	(5)
- Amortissements et variation des provisions d'exploitation	35	-	35
- Impôts différés	6	2	8
- Charges liées au paiement en actions	6	-	6
- Impact non cash des autres charges et produits	(21)	-	(21)
- Différence entre impôt décaissé et charge d'impôt	7	-	7
+ Dividendes reçus des sociétés consolidées par mise en équivalence	4	-	4
<b>= Marge brute d'autofinancement</b>	<b>167</b>	<b>5</b>	<b>172</b>
- Autres charges et produits (y compris frais de restructuration)	7	-	7
<b>= Marge Brute d'Autofinancement avant autres charges et produits (FFO)</b>	<b>174</b>	<b>5</b>	<b>179</b>
+ Diminution (Augmentation) du Besoin en Fonds de Roulement	(266)	(5)	(271)
+ Diminution (Augmentation) courante des Fonds réservés	(83)	-	(83)
<b>= Flux de trésorerie des activités opérationnelles</b>	<b>(175)</b>	<b>-</b>	<b>(175)</b>
+ Autres charges et produits (y compris les frais de restructuration) encaissés / décaissés	22	-	22
+ Diminution (Augmentation) non courante des Fonds réservés	-	-	-
<b>= Flux de Trésorerie des activités opérationnelles incluant les autres charges et produits (A)</b>	<b>(153)</b>	<b>-</b>	<b>(153)</b>
- Décaissements liés à des Investissements sur actifs existants	(36)	-	(36)
- Décaissements liés à des acquisitions nettes de la trésorerie acquise	(20)	-	(20)
+ Encaissements liés à des cessions d'actifs	1	-	1
<b>= Flux de Trésorerie liés aux investissements / désinvestissements (B)</b>	<b>(55)</b>	<b>-</b>	<b>(55)</b>
+ Augmentation de capital	8	-	8
- Dividendes payés	(127)	-	(127)
+ (Achats) ventes de titres d'auto-contrôle	(17)	-	(17)
+ Augmentation (Diminution) de la Dette	199	-	199
<b>= Flux de Trésorerie des activités de financement (C)</b>	<b>65</b>	<b>-</b>	<b>65</b>
<b>- Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D)</b>	<b>(24)</b>	<b>-</b>	<b>(24)</b>
<b>= Variation de trésorerie (E) = (A) + (B) + (C) + (D)</b>	<b>(167)</b>	<b>-</b>	<b>(167)</b>
+ Trésorerie ouverture	597	-	597
- Trésorerie clôture	430	-	430
<b>= VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>(167)</b>	<b>-</b>	<b>(167)</b>

## 1.4 . PARTICULARITES DE L'ETABLISSEMENT DES COMPTES INTERMEDIAIRES

### Impôt sur les sociétés

Pour les comptes consolidés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours pour chaque entité ou groupe fiscal.

### Avantages post-emploi et autres avantages à long terme au personnel

La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi et aux autres avantages à long terme au personnel correspond à la moitié de la charge annuelle projetée, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées à la clôture de l'exercice précédent.

Les hypothèses actuarielles entrant dans le calcul des engagements pour avantages au personnel pour les arrêtés intermédiaires sont modifiées par rapport à celles utilisées lors des clôtures annuelles si des évolutions significatives interviennent sur certains paramètres (conditions de marché, en cas de réductions ou liquidations de régime).

## 1.5 . MONNAIE DE PRESENTATION ET MONNAIES ETRANGERES



La monnaie de présentation des comptes est l'Euro. Les montants sont arrondis au million d'euros près.

Conformément à IAS 21 « Monnaies étrangères » et pour les besoins de la consolidation, les postes de bilan exprimés dans une monnaie fonctionnelle différente de l'Euro sont convertis en Euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période. Les comptes de résultat exprimés en devises sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion en résultant figurent dans les capitaux propres et seront comptabilisées au compte de résultat de la période au cours de laquelle les activités seront cédées ou liquidées.

Les taux de clôture en euro contre devises utilisés au 30 juin 2018 et les taux moyens en euro contre devises utilisés sur le premier semestre 2018 sont présentés en note 11.

L'impact sur les capitaux propres consolidés part du Groupe de la variation de la différence de conversion est de (72) millions d'euros entre le 31 décembre 2017 et le 30 juin 2018, comme présenté dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés. Cette variation s'explique principalement par la dépréciation du real brésilien ((67) millions d'euros) et la dépréciation du bolivar vénézuélien ((3) millions d'euros – cf. note 3.1) vis-à-vis de l'euro sur la période.

## 1.6 . RECOURS A DES JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers nécessite le recours à des jugements, estimations et hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, des produits et charges de la période ainsi que pour la prise en compte des aléas positifs et négatifs existant à la date de clôture. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes en date de clôture, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer significativement des estimations actuelles.

### NOTE 2 : ACQUISITIONS, DEVELOPPEMENTS ET CESSIONS

#### Acquisitions, développements et cessions 2018

##### Timex

Le 12 janvier 2018, Edenred a annoncé l'acquisition, via sa filiale UTA, de 51% de Timex Card, son distributeur en Pologne, également présent en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Ukraine.

L'écart de première consolidation a été provisoirement affecté principalement à la liste clients pour 12 millions d'euros et l'écart résiduel en *goodwill* pour 14 millions d'euros.

Le Groupe dispose d'un délai de 12 mois pour réaliser l'affectation du prix d'acquisition aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 révisée, ainsi que l'harmonisation des méthodes comptables et règles d'évaluation.

Concernant les 49% restants détenus par l'actionnaire minoritaire, une dette financière long terme a été comptabilisée dans les états financiers pour un montant de 17 millions d'euros au 30 juin 2018, au titre de l'option de vente accordée à l'actionnaire minoritaire de Timex, qui pourra l'exercer à partir de août 2020.

Les impacts de l'intégration de Timex dans les comptes consolidés au 30 juin 2018 sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	TIMEX Juin 2018
Actifs non courants	27
Actifs courants	49
<b>Total actif</b>	<b>76</b>
Capitaux propres & Passifs non courants*	31
Passifs courants	45
<b>Total capitaux propres &amp; passif</b>	<b>76</b>

\* : Hors dette financière sur option de vente de 17 millions d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	TIMEX Juin 2018 (6 mois)
Total rev enus	2
<b>Résultat d'exploitation avant autres charges et produits</b>	<b>2</b>
<b>Résultat Net - Part du Groupe</b>	<b>1</b>

## ProwebCE

En avril 2018, le groupe Edenred a acquis 28% des parts supplémentaires de la société ProwebCE, leader français des solutions à destination des comités d'entreprise. Cette transaction a permis au groupe Edenred d'augmenter son pourcentage d'intérêt dans la société ProwebCE, passant ainsi de 71% à 99,3%.

Dans les comptes consolidés, conformément à la norme IFRS 3 révisée, cette opération entre actionnaires a été comptabilisée en capitaux propres, l'effet relatif de l'opération n'est par ailleurs pas significatif sur le résultat net part du Groupe de la période close au 30 juin 2018.

## UTA

Le 28 décembre 2017, le Groupe a été notifié par Hermes Mineralöl GmbH, co-fondateur et actionnaire minoritaire d'UTA, de son intention d'exercer son option de vente portant sur 17% du capital. Cette dernière opération a été validée par les autorités de la concurrence concernées et s'est finalisée le 14 juin 2018. Cette opération permet à Edenred de détenir désormais 83% du capital d'UTA.

Dans les comptes consolidés, conformément à la norme IFRS 3 révisée, cette opération entre actionnaires a été comptabilisée en capitaux propres, l'effet relatif de l'opération n'est par ailleurs pas significatif sur le résultat net part du Groupe de la période close au 30 juin 2018.

Pour mémoire, concernant les 17% restants détenus par l'actionnaire minoritaire Eckstein, une dette financière court terme est comptabilisée dans les états financiers. A fin juin 2018, cette dette s'élève à 91 millions d'euros.

## Acquisitions, développements et cessions 2017

### VASA Slovensko

Le 16 octobre 2017, le groupe Edenred a fait l'acquisition de la totalité du capital de Vasa Slovensko et devient ainsi le leader du marché des titres-repas en Slovaquie, où il est présent depuis 1994.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du plan stratégique *Fast Forward*, qui vise notamment à accroître le taux de pénétration du Groupe dans ses marchés d'Avantages aux salariés.

L'écart de première consolidation a été provisoirement affecté principalement à la liste clients pour 11 millions d'euros et l'écart résiduel en *goodwill* pour 18 millions d'euros.

Les impacts de l'intégration de Vasa Slovensko dans les comptes consolidés au 30 juin 2018 sont les suivants :

(en millions d'euros)	VASA SLOVENSKO 2018 (6 mois)	VASA SLOVENSKO 2017 (3 mois)
Total rev enus	3	2
<b>Résultat d'exploitation avant autres charges et produits</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Résultat Net - Part du Groupe</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

## NOTE 3 : FAITS MARQUANTS

### 3.1 . CHANGEMENT DE TAUX DU BOLIVAR FUERTE SUR L'EXERCICE 2017 ET PREMIER SEMESTRE 2018

#### Dévaluation du Bolivar fuerte sur l'exercice 2017 et le premier semestre 2018

Le 19 mai 2017, le gouvernement vénézuélien et la Banque centrale du Venezuela ont modifié leur système de contrôle de change. La nouvelle valeur minimale pour le DICOM a été établie à 1800 VEF pour un dollar US. Le 4 septembre 2017, le DICOM a été suspendu par la Banque centrale du Venezuela, mais a été rétabli le 16 avril 2018.

Le 5 février 2018, la banque centrale vénézuélienne a annoncé une dévaluation de plus de 99% de son taux de change officiel avec le lancement d'une nouvelle plate-forme de change, permettant d'obtenir un taux de change de 30 987,5 bolivars par euro, soit environ 25 000 Bolivars fuerte par dollar.

La dévaluation continue de manière significative depuis, portant le taux de change moyen à 56 402 VEF/EUR sur le premier semestre 2018 et un taux de clôture à 111 777 VEF/EUR au 30 juin 2018.

#### Position d'Edenred



Pour le premier semestre 2018, le Groupe a retenu les taux SIMADI / DICOM du Bolivar fuerte par rapport au dollar US, tels que présentés dans le tableau suivant :

	Juin 2018		Décembre 2017	
	TM (*)	TC (**)	TM	TC
Taux de change du Bolivar fuerte par rapport au dollar US utilisés par Edenred, convertis en EUR	56 402	111 777	2 410	4 007

(\*) Moyenne des taux SIMADI / DICOM du VEF par rapport au dollar US depuis le 1er janvier 2018, convertie en EUR.

(\*\*) Dernier taux SIMADI / DICOM du Bolivar Fuerte par rapport au dollar US du mois de juin 2018, converti en EUR.

#### Analyse de sensibilité au taux de change du Bolivar fuerte

Pour une variation de 50% du Bolivar fuerte par rapport au dollar US, converti en euro, les principaux indicateurs varieraient comme suit :

en millions d'euros	Jun 2018 +/- 50% (*)		31 Décembre 2017 +/- 50% (**)		% contribution total Groupe
	M EUR	% Total Groupe	M EUR	% Total Groupe	
Total Revenus	0	0,0%	2	0,1%	0,1%
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits	0	0,0%	0	0,0%	0,2%
Résultat net	1	0,5%	1	0,5%	1,9%
Résultat net - Part du Groupe	1	0,4%	1	0,5%	1,6%
Dettes Nette	(2)	-0,3%	(2)	-0,3%	0,4%

\* : Pour un taux de change moyen réel de 56 402 VEF/EUR, les taux utilisés sont de 112 804 (-50%) et 37 601 (+50%).

\*\* : Pour un taux de change moyen réel de 2410 VEF/EUR, les taux utilisés sont de 4821 (-50%) et 1607 (+50%).

En cas de déconsolidation de ses filiales au Venezuela, le Groupe serait amené à recycler dans son résultat net les écarts de conversions historiques comptabilisés en capitaux propres part groupe pour (130) millions d'euros au 30 juin 2018 (sur un total de (153) millions d'euros incluant les intérêts ne conférant pas le contrôle).

### 3.2 . PAIEMENT DU DIVIDENDE 2017

L'assemblée générale mixte des actionnaires réunie le 3 mai 2018 a approuvé le dividende au titre de l'exercice 2017 d'un montant de 0,85 euro par action assorti d'une option de paiement en actions nouvelles pour 100% de ce montant.



L'option pour le paiement du dividende en actions, ouverte le 14 mai, s'est clôturée le 25 mai 2018. Cette opération se traduit par la création de 3 863 610 actions ordinaires nouvelles Edenred (représentant 1,64% du capital social) dont le règlement-livraison et l'admission sur le marché Euronext Paris a eu lieu le 8 juin 2018.

Ces actions nouvelles, qui portent jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 2018, sont immédiatement assimilées aux actions ordinaires composant le capital social d'Edenred. A l'issue de l'opération, le capital social est ainsi composé de 239 266 350 actions.

Le dividende total en numéraire s'élève à 104 millions d'euros et a été versé aux actionnaires du Groupe le 8 juin 2018.

### 3.3 . EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

#### Acquisition d'Efectibono au Pérou, émetteur de titres-repas et de solutions de Motivation et récompenses

En juillet 2018, Edenred annonce l'acquisition de la société Efectibono au Pérou, émetteur indépendant de titres-repas et de solutions de Motivation et récompenses, distribués sous format papier et digital. Cette acquisition permet à Edenred de devenir co-leader du marché des Avantages aux salariés au Pérou, marché qui bénéficie notamment de la formalisation et de la digitalisation de l'économie. Edenred prévoit de générer des synergies grâce à la migration des clients d'Efectibono vers la plateforme digitale du Groupe.

## NOTE 4 : ACTIVITE OPERATIONNELLE

---

### 4.1 . SECTEURS OPERATIONNELS

#### Préambule



La croissance organique correspond à la croissance comparable, c'est-à-dire à périmètre et change constants. Cet indicateur reflète la performance commerciale du Groupe.

La variation d'activité (ou croissance organique) représente la variation entre les montants de la période en cours et de la période comparative, retraités des effets de change ainsi que des effets de cessions et/ou acquisitions.

En cas d'acquisition, l'impact de l'acquisition est neutralisé du montant publié de la période en cours et la variation d'activité est calculée par rapport à ce montant retraité de la période en cours.

En cas de cession, l'impact de la cession est neutralisé du montant publié de la période comparative et la variation d'activité est calculée par rapport à ce montant retraitée de la période comparative.

La variation d'activité ainsi calculée est convertie au taux de change de la période comparative et divisée par le montant retraité de la période comparative.

## 4.1.1. PRESENTATION CONDENSEE DES DONNEES FINANCIERES

### 1ER SEMESTRE 2018



#### Résultat

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	Jun 2018
Chiffre d'affaires opérationnel	118	244	243	35	-	640
Autres produits d'exploitation	3	4	16	2	-	25
<b>Total revenus externes au Groupe</b>	<b>121</b>	<b>248</b>	<b>259</b>	<b>37</b>	<b>-</b>	<b>665</b>
Chiffres d'affaires intersecteurs	-	5	-	-	(5)	0
<b>TOTAL REVENUS DES SECTEURS OPERATIONNELS</b>	<b>121</b>	<b>253</b>	<b>259</b>	<b>37</b>	<b>(5)</b>	<b>665</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>(85)</b>	<b>(154)</b>	<b>(143)</b>	<b>(32)</b>	<b>-</b>	<b>(414)</b>
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA)</b>	<b>36</b>	<b>99</b>	<b>116</b>	<b>5</b>	<b>(5)</b>	<b>251</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>30</b>	<b>87</b>	<b>101</b>	<b>4</b>	<b>(7)</b>	<b>215</b>
<b>AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)</b>	<b>30</b>	<b>87</b>	<b>101</b>	<b>4</b>	<b>(7)</b>	<b>215</b>

### 1ER SEMESTRE 2017



#### Résultat

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	Jun 2017 Retraité
Chiffre d'affaires opérationnel	107	210	262	37	-	616
Autres produits d'exploitation	5	7	20	2	-	34
<b>Total revenus externes au Groupe</b>	<b>112</b>	<b>217</b>	<b>282</b>	<b>39</b>	<b>-</b>	<b>650</b>
Chiffres d'affaires intersecteurs	-	4	-	-	(4)	0
<b>TOTAL REVENUS DES SECTEURS OPERATIONNELS</b>	<b>112</b>	<b>221</b>	<b>282</b>	<b>39</b>	<b>(4)</b>	<b>650</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>(77)</b>	<b>(136)</b>	<b>(155)</b>	<b>(33)</b>	<b>(6)</b>	<b>(407)</b>
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA)</b>	<b>35</b>	<b>85</b>	<b>127</b>	<b>6</b>	<b>(10)</b>	<b>243</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>30</b>	<b>74</b>	<b>110</b>	<b>4</b>	<b>(11)</b>	<b>207</b>
<b>AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)</b>	<b>30</b>	<b>74</b>	<b>110</b>	<b>4</b>	<b>(11)</b>	<b>207</b>

### Analyse des variations du total revenus et du résultat d'exploitation avant autres charges et produits



Les variations entre le 1<sup>er</sup> semestre 2018 et le 1<sup>er</sup> semestre 2017 de l'activité du Groupe se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Δ Juin 2018 / Juin 2017 retraité									
	Jun 2018	Jun 2017 retraité	Croissance organique		Effets de périmètre		Impact de change		Variation totale	
			En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
Chiffre d'affaires opérationnel	640	616	+109	+17,8%	+6	+1,0%	(91)	(14,8)%	+24	+4,0%
Autres produits d'exploitation	25	34	(6)	(17,4)%	(0)	(0,2)%	(3)	(9,6)%	(9)	(27,3)%
<b>Total revenus externes au Groupe</b>	<b>665</b>	<b>650</b>	<b>+103</b>	<b>+15,9%</b>	<b>+6</b>	<b>+0,9%</b>	<b>(94)</b>	<b>(14,5)%</b>	<b>+15</b>	<b>+2,3%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>(414)</b>	<b>(407)</b>	<b>(53)</b>	<b>+12,9%</b>	<b>(3)</b>	<b>(0,7)%</b>	<b>49</b>	<b>+12,2%</b>	<b>(7)</b>	<b>+1,4%</b>
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBITDA)</b>	<b>251</b>	<b>243</b>	<b>+50</b>	<b>+20,8%</b>	<b>+3</b>	<b>+1,3%</b>	<b>(45)</b>	<b>(18,3)%</b>	<b>+8</b>	<b>+3,8%</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>215</b>	<b>207</b>	<b>+48</b>	<b>+23,2%</b>	<b>+2</b>	<b>+1,2%</b>	<b>(42)</b>	<b>(20,1)%</b>	<b>+8</b>	<b>+4,3%</b>
<b>AVANT AUTRES CHARGES ET PRODUITS (EBIT)</b>	<b>215</b>	<b>207</b>	<b>+48</b>	<b>+23,2%</b>	<b>+2</b>	<b>+1,2%</b>	<b>(42)</b>	<b>(20,1)%</b>	<b>+8</b>	<b>+4,3%</b>

## 4.1.2. PRESENTATION DES SECTEURS OPERATIONNELS PAR INDICATEUR



### Total revenus

Le total revenu est composé du chiffre d'affaires opérationnel et des autres produits d'exploitation.



(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	TOTAL
Total rev enus juin 2018	121	248	259	37	665
Total rev enus juin 2017 retraité	112	216	283	39	650
Variation	9	32	(24)	(2)	15
% de variation	+8,4%	+14,6%	(8,6)%	(4,4)%	+2,3%
<b>VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>+8</b>	<b>+28</b>	<b>+64</b>	<b>+3</b>	<b>+103</b>
<b>% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>7,3%</b>	<b>12,8%</b>	<b>22,7%</b>	<b>8,9%</b>	<b>15,9%</b>



### Chiffre d'affaires opérationnel par zone géographique

Les variations entre le 30 juin 2018 et le 30 juin 2017 du chiffre d'affaires opérationnel se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	TOTAL
Chiffre d'affaires opérationnel juin 2018	118	244	243	35	-	640
Chiffre d'affaires opérationnel juin 2017 retraité	107	209	263	37	-	616
Variation	11	35	(20)	(2)	-	24
% de variation	+10,5%	+16,8%	(7,8)%	(4,3)%	-	+4,0%
<b>VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>+10</b>	<b>+31</b>	<b>+65</b>	<b>+3</b>	<b>-</b>	<b>+109</b>
<b>% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>9,4%</b>	<b>14,9%</b>	<b>24,8%</b>	<b>8,3%</b>		<b>17,8%</b>



### Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation (anciennement chiffre d'affaires financier) correspondent aux revenus générés par le placement des fonds structurellement mis à la disposition d'Edenred entre :

- la date d'émission et la date de remboursement pour les titres de service prépayés, et
- la date de chargement et la date d'utilisation des crédits pour les cartes prépayées.



(en millions d'euros)

	France	Europe hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	TOTAL
Autres produits d'exploitation juin 2018	3	4	16	2	-	25
Autres produits d'exploitation juin 2017 retraité	5	7	20	2	-	34
Variation	(2)	(3)	(4)	(0)	-	(9)
% de variation	(35,5)%	(50,5)%	(19,1)%	(6,9)%	-	(27,3)%
<b>VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>(2)</b>	<b>(3)</b>	<b>(1)</b>	<b>+0</b>	<b>-</b>	<b>(6)</b>
<b>% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>(35,5)%</b>	<b>(50,3)%</b>	<b>(4,9)%</b>	<b>+17,9%</b>		<b>(17,4)%</b>



### Excédent brut d'exploitation

(en millions d'euros)

	France	hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	TOTAL
Excédent Brut d'exploitation (EBITDA) Juin 2018	36	99	116	5	(5)	251
Excédent Brut d'exploitation (EBITDA) Juin 2017 retraité	35	85	127	6	(10)	243
Variation	+1	+14	(11)	(1)	+5	+8
% de variation	+2,2%	+16,7%	(8,1)%	(6,3)%	(51,1)%	+3,8%
<b>VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>+1</b>	<b>+11</b>	<b>+31</b>	<b>+1</b>	<b>+6</b>	<b>+50</b>
<b>% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>+1,5%</b>	<b>+13,1%</b>	<b>+25,1%</b>	<b>+10,2%</b>	<b>(68,0)%</b>	<b>+20,8%</b>

L'excédent brut d'exploitation correspond au Total revenus moins les charges d'exploitation.



### Résultat d'exploitation avant autres charges et produits

(en millions d'euros)

	France	hors France	Amérique latine	Reste du Monde	Holdings et autres	TOTAL
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT) Juin 2018	30	87	101	4	(7)	215
Résultat d'exploitation avant autres charges et produits (EBIT) Juin 2017 retraité	30	74	110	4	(11)	207
Variation	-	+13	(9)	-	+4	+8
% de variation	(0,1)%	+18,5%	(8,3)%	(3,2)%	(39,3)%	+4,3%
<b>VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>-</b>	<b>+11</b>	<b>+30</b>	<b>+1</b>	<b>+6</b>	<b>+48</b>
<b>% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>(0,9)%</b>	<b>+15,2%</b>	<b>+27,4%</b>	<b>+16,4%</b>	<b>(53,7)%</b>	<b>+23,2%</b>

## 4.2 . CHIFFRE D'AFFAIRES OPERATIONNEL PAR LIGNE DE METIER



Conformément à la norme IFRS 15, les revenus sont reconnus lors du transfert du contrôle des biens et services au client :

- Activité « Avantages aux salariés » et « Solutions de mobilité professionnelle » :
  - o Commissions perçues auprès des entreprises clientes, reconnues lors de l'émission des titres et de leur envoi aux clients ;
  - o Commissions perçues auprès des commerçants partenaires, reconnues lors de la demande de remboursement par le bénéficiaire ;
  - o Les gains réalisés sur les titres de services non présentés sont reconnus en résultat progressivement après la date d'expiration des droits de remboursement.

Les transactions dans lesquelles le Groupe agit en tant que principal génèrent un revenu à hauteur de l'intégralité des montants perçus. Lorsque le Groupe agit en tant qu'agent, seule une commission d'intermédiaire est reconnue en chiffre d'affaires.

- Activité « Solutions complémentaires » pour laquelle le revenu correspond au montant de la prestation facturée à l'entreprise cliente et est comptabilisé à la date de livraison des solutions.

En complément d'une désagrégation par secteur géographique communiquée dans l'information sectorielle et conformément à la norme IFRS 15, le Groupe présente ci-dessous une désagrégation de son chiffre d'affaires opérationnel par ligne de métier.

Les activités et les types de revenus rattachés sont décrits dans le rapport de gestion du document de référence 2017.

<i>(en millions d'euros)</i>	Avantages salariés	Solutions de mobilité professionnelle	Solutions complémentaires	TOTAL
Chiffre d'affaires opérationnel juin 2018	420	161	59	640
Chiffre d'affaires opérationnel juin 2017 retraité	404	155	57	616
Variation	16	6	2	24
% de variation	+4,0%	+4,2%	+3,0%	+4,0%
<b>VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>+60</b>	<b>+25</b>	<b>+24</b>	<b>+109</b>
<b>% DE VARIATION EN DONNEES COMPARABLES</b>	<b>14,8%</b>	<b>16,3%</b>	<b>42,7%</b>	<b>17,8%</b>

### 4.3 . CHARGES D'EXPLOITATION



(en millions d'euros)	Jun 2018	Jun 2017 Retraité
Coûts de personnel	(209)	(200)
Coûts des ventes	(70)	(66)
Taxes d'exploitation	(21)	(21)
Loyers	(10)	(11)
Autres charges d'exploitation	(104)	(109)
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (1)</b>	<b>(414)</b>	<b>(407)</b>

(1) Sur le premier semestre 2018, les charges d'exploitation sont impactées par une diminution de 50 millions d'euros par l'effet de change et une augmentation de 3 millions d'euros d'effet de périmètre, en comparaison avec Juin 2017 Retraité.

Les autres charges d'exploitation sont principalement constituées d'honoraires, de dépenses de marketing et publicité, des dotations/reprises de provision pour actif circulant, de frais de développement et dépenses informatiques.

### 4.4 . VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET DES FONDS A REMBOURSER



(en millions d'euros)	Jun 2018	Décembre 2017 Retraité	Jun 2017 Retraité	Variation Jun 2018/Décembre 2017
Stocks (nets)	26	24	17	2
Clients (nets)	1 719	1 679	1 536	40
Autres tiers actifs (nets)	266	277	235	(11)
<b>Actif</b>	<b>2 011</b>	<b>1 980</b>	<b>1 788</b>	<b>31</b>
Fournisseurs	212	177	145	35
Autres tiers passifs	482	284	249	198
Fonds à rembourser	4 355	4 749	4 089	(394)
<b>Passif</b>	<b>5 049</b>	<b>5 210</b>	<b>4 483</b>	<b>(161)</b>
<b>BFR NET NEGATIF</b>	<b>3 038</b>	<b>3 230</b>	<b>2 695</b>	<b>(192)</b>
Dettes d'IS	7	8	13	(1)
<b>BFR NET NEGATIF (yc dettes d'IS)</b>	<b>3 045</b>	<b>3 238</b>	<b>2 708</b>	<b>(193)</b>

Au 30 juin 2018, les comptes semestriels sont impactés par des effets liés à la saisonnalité des activités « Avantages aux salariés » et « Motivations et récompenses », plus importantes en fin d'exercice. Afin de faciliter la lecture des états financiers semestriels, Edenred a choisi de présenter également la période comparative du 30 juin 2017.

Les autres tiers actifs et passifs sont détaillés dans les notes annexes aux comptes consolidés de décembre 2017 et correspondent notamment aux créances fiscales et sociales, aux charges constatées d'avance,

aux dettes fiscales et sociales, aux produits constatés d'avance, ainsi qu'aux fonds reçus non chargés liés à l'activité dématérialisée spécifique à l'activité du Groupe.

<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2018	Juin 2017 Retraité
<b>BFR net de début de période</b>	<b>3 230</b>	<b>2 910</b>
Variation du besoin en fonds de roulement (1)	(187)	(271)
Éléments de BFR inclus dans les investissements de développement	11	79
Éléments de BFR inclus dans les cessions	-	(2)
Dépréciations	1	(3)
Différence de conversion	(39)	(32)
Reclassements vers les autres postes du bilan	22	14
<b>Variation nette de BFR</b>	<b>(192)</b>	<b>(215)</b>
<b>BFR NET DE FIN DE PERIODE</b>	<b>3 038</b>	<b>2 695</b>

(1) Cf. tableau des flux de trésorerie consolidés 1.4

## 4.5 . VARIATION DES FONDS RESERVES



Les fonds réservés sont représentatifs de la valeur faciale des titres de services en circulation soumis à des réglementations particulières dans certains pays (notamment en France pour les solutions *Ticket Restaurant®* et *Ticket CESU*). En particulier, ces fonds font l'objet de restrictions quant à leur utilisation et ne sont pas fongibles avec la trésorerie du Groupe. Ils restent la propriété d'Edenred et sont investis dans des instruments financiers donnant lieu à rémunération.

Les fonds réservés correspondent principalement aux fonds des titres de services soumis à une réglementation spéciale en France (716 millions d'euros), au Royaume-Uni (379 millions d'euros), en Roumanie (55 millions d'euros), aux Etats-Unis (34 millions d'euros), en Italie (18 millions d'euros), en Bulgarie (19 millions d'euros) et en Uruguay (9 millions d'euros).

Le projet de réglementation Bacen rendant obligatoire le reclassement en fonds réservés d'une partie du *float* utilisateur de l'activité « Avantages aux salariés » a été abandonné. Le dossier d'agrément sur cette activité de nos sociétés au Brésil, tel qu'indiqué en note 4.6 des notes annexes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2017 n'est de ce fait plus nécessaire.



<i>(en millions d'euros)</i>	Juin 2018	Juin 2017
<b>Fonds réservés de début de période</b>	<b>(1 127)</b>	<b>(942)</b>
Variation de la période en données comparables (1)	(121)	(83)
Différence de conversion	0	9
<b>Variation nette des Fonds réservés</b>	<b>(121)</b>	<b>(74)</b>
<b>FONDS RESERVES DE FIN DE PERIODE</b>	<b>(1 248)</b>	<b>(1 016)</b>

(2) Cf. tableau des flux de trésorerie consolidés 1.4

## NOTE 5 : ACTIFS NON COURANTS

### 5.1 . GOODWILL



<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2018	Décembre 2017 Retraité
Valeurs brutes	1 131	1 158
Amortissements cumulés et dépréciations	(166)	(164)
<b>TOTAL EN VALEUR NETTE</b>	<b>965</b>	<b>994</b>

En l'absence d'indice de perte de valeur, les goodwill comptabilisés au 30 juin 2018 n'ont pas fait l'objet d'un nouveau test de dépréciation.

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2018	Décembre 2017 Retraité
Brésil (y compris Repom et Embratec)	353	397
UTA	151	148
France (Ticket Cadeaux)	92	92
France (ProwebCE)	52	49
Italie	46	46
Royaume-Uni (y compris Prepay Technologies)	44	44
Mexique	42	40
Roumanie	31	31
Finlande	19	19
Slovaquie	18	21
Suède	17	18
France (Moneo Resto)	14	14
Etats-Unis	14	14
Japon	12	11
République Tchèque	12	13
Pologne (Timex)	14	-
Dubaï	9	8
Portugal	6	6
Autres (inférieurs à 5 millions d'euros)	19	24
<b>TOTAL EN VALEUR NETTE</b>	<b>965</b>	<b>994</b>

La variation des goodwill nets sur la période considérée s'analyse comme suit :



(en millions d'euros)	Jun 2018	Décembre 2017 Retraité
<b>VALEUR NETTE EN DEBUT DE PERIODE</b>	<b>994</b>	<b>904</b>
<b>Augmentation de la valeur brute et impact des entrées de périmètre</b>	<b>16</b>	<b>174</b>
. Allemagne (acquisition UTA) (1)	-	148
. Slovaquie (acquisition VASA) (1)	(3)	21
. France (acquisition Moneo Resto)	(1)	14
. Nicaragua (intégration Nectar technology)	-	3
. Brésil (intégration Embratec)	-	(13)
. Pologne (acquisition Timex) (1)	14	-
. Autres acquisitions	6	1
<b>Cessions de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>-</b>	<b>(11)</b>
<b>Différence de conversion</b>	<b>(45)</b>	<b>(73)</b>
<b>VALEUR NETTE EN FIN DE PERIODE</b>	<b>965</b>	<b>994</b>

(1) Cf. Note 2 – « Acquisitions, développements et cessions ».

## 5.2 . IMMOBILISATIONS INCORPORELLES



Tableau de variation des immobilisations incorporelles :

(en millions d'euros)	Jun 2018	Décembre 2017 Retraité
<b>VALEURS NETTES EN DEBUT DE PERIODE</b>	<b>433</b>	<b>313</b>
Entrées de périmètre (*)	12	146
Immobilisations générées en interne	28	39
Acquisitions	-	26
Dotations aux amortissements	(29)	(57)
Pertes de valeur comptabilisées en charges	-	(9)
Cessions	-	-
Différence de conversion	(17)	(26)
Reclassements	-	1
<b>VALEURS NETTES EN FIN DE PERIODE</b>	<b>427</b>	<b>433</b>

(\*) : dont 12 millions d'euros liés à la liste clients de Timex au 30 juin 2018 et dont 120 millions d'euros de listes clients (UTA et VASA) au 31 décembre 2017.

## 5.3 . PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

Au 30 juin 2018, les participations dans les sociétés mises en équivalence sont principalement composées des sociétés AGES (AGES Maut System GmbH&Co KG and Ages International GmbH & Co KG) et MSC (MercedesService Card Beteiligungs GmbH et MercedesService Card GmbH & Co KG).

Impact au compte de résultat :

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2018	Jun 2017 Retraité
Résultat des sociétés mises en équivalence	6	5
<b>Total résultat des sociétés mises en équivalence</b>	<b>6</b>	<b>5</b>

Impact au bilan :

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2018	Décembre 2017 Retraité
Ecart d'acquisition	-	-
Participation dans les sociétés mises en équivalence	54	62
<b>Total Participation dans les sociétés mises en équivalence</b>	<b>54</b>	<b>62</b>

Variation des participations dans les sociétés mises en équivalence :

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2018	Décembre 2017 Retraité
<b>Participation dans les sociétés mises en équivalence de début de période</b>	62	151
Passage d'UTA en intégration globale	-	(151)
Intégration d'AGES et MSC	-	62
Résultat des sociétés mises en équivalence	6	11
Passage d'UTA Polska en intégration globale	(2)	-
Dividendes reçus de participations mises en équivalence d'AGES et MSC	(12)	(11)
<b>Participation dans les sociétés mises en équivalence de fin de période</b>	<b>54</b>	<b>62</b>

## 5.4 . DETAIL DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

<i>(en millions d'euros)</i>	Jun 2018	Jun 2017 Retraité
Amortissements liés aux réévaluations à la juste valeur des actifs lors de regroupements d'entreprises	(11)	(12)
Autres amortissements	(25)	(24)
Dépréciations sur actifs non courants	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>(36)</b>	<b>(36)</b>

## NOTE 6 : ELEMENTS FINANCIERS

### 6.1 . RESULTAT FINANCIER



(en millions d'euros)	Jun 2018	Jun 2017 Retraité
Coût de l'endettement brut	(25)	(35)
Effet des instruments de couverture	9	9
Produits générés par la trésorerie et autres placements de trésorerie	6	5
<b>Coût de l'endettement net</b>	<b>(10)</b>	<b>(21)</b>
Gains (Pertes) sur écarts de change	3	2
Autres produits financiers	1	1
Autres charges financières	(9)	(8)
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(15)</b>	<b>(26)</b>

Les effets des instruments de couverture correspondent aux charges et produits d'intérêts sur les swaps de taux d'intérêts comme présentés en Note 6.7 « Instruments financiers et gestion des risques de marché ».

Les postes des autres produits financiers et autres charges financières sont principalement constitués de frais bancaires, d'agios et d'intérêts divers, de charges à répartir et de primes d'émission d'emprunt et de dépréciations à caractère financier.

### 6.2 . ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, la perte liée est comptabilisée en résultat. Elle est irréversible et ne peut être reprise.

(en millions d'euros)	Jun 2018			Décembre 2017		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Titres de participations	38	(5)	33	34	(5)	29
Dépôts et cautionnements	11	-	11	10	-	10
Autres	3	-	3	2	-	2
<b>ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS</b>	<b>52</b>	<b>(5)</b>	<b>47</b>	<b>46</b>	<b>(5)</b>	<b>41</b>

## 6.3 . ACTIFS FINANCIERS COURANTS



	Juin 2018			Décembre 2017 Retraité			Juin 2017		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
(en millions d'euros)									
Autres actifs financiers courants	3	(1)	2	3	(1)	2	3	-	3
Créances sur cessions d'actifs	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Instruments dérivés	31	-	31	41	-	41	47	-	47
<b>ACTIFS FINANCIERS COURANTS</b>	<b>34</b>	<b>(1)</b>	<b>33</b>	<b>44</b>	<b>(1)</b>	<b>43</b>	<b>51</b>	<b>-</b>	<b>51</b>

Le poste des « Autres actifs financiers courants » est principalement constitué de prêts courants avec des contreparties externes classés dans la catégorie IFRS 9 « Prêts et créances ».

Les instruments dérivés sont comptabilisés selon les principes de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Leur traitement comptable est détaillé dans la Note 6.7 « Instruments financiers et gestion des risques de marché ».

## 6.4 . TRESORERIE ET AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE



Les postes « Trésorerie et équivalents de trésorerie » et « Autres placements de trésorerie » sont tous deux retenus dans le calcul de l'endettement net.



	Juin 2018			Décembre 2017 Retraité			Juin 2017		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
(en millions d'euros)									
Disponibilités	326	-	326	306	-	306	223	-	223
Dépôts à terme et assimilés à moins de 3 mois	374	-	374	297	-	297	219	-	219
Obligations et titres de créances négociables	10	-	10	-	-	-	10	-	10
Comptes bancaires rémunérés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SICAV et FCP à moins de 3 mois	23	-	23	26	-	25	27	-	27
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>733</b>	<b>-</b>	<b>733</b>	<b>629</b>	<b>-</b>	<b>629</b>	<b>479</b>	<b>-</b>	<b>479</b>
Dépôts à terme et assimilés à plus de 3 mois	437	(3)	434	750	(4)	746	870	(3)	867
Obligations et titres de créances négociables	141	-	141	20	-	20	118	-	118
SICAV et FCP à plus de 3 mois	1	-	1	1	-	1	1	-	1
<b>AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE</b>	<b>579</b>	<b>(3)</b>	<b>576</b>	<b>771</b>	<b>(3)</b>	<b>767</b>	<b>989</b>	<b>(3)</b>	<b>986</b>
<b>TOTAL TRESORERIE ET AUTRES PLACEMENTS DE TRESORERIE</b>	<b>1 312</b>	<b>(3)</b>	<b>1 309</b>	<b>1 400</b>	<b>(4)</b>	<b>1 396</b>	<b>1 468</b>	<b>(3)</b>	<b>1 465</b>

## 6.5 . DETTES FINANCIERES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS



(en millions d'euros)	Juin 2018			Décembre 2017 Retraité			Juin 2017		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts non bancaires	1 688	-	1 688	1 681	-	1 681	1 691	515	2 206
Emprunts bancaires	14	67	81	67	68	135	70	68	138
Neu CP	-	400	400	-	-	-	-	-	-
<b>DETTES FINANCIERES</b>	<b>1 702</b>	<b>467</b>	<b>2 169</b>	<b>1 748</b>	<b>68</b>	<b>1 816</b>	<b>1 761</b>	<b>583</b>	<b>2 344</b>
<b>CONCOURS BANCAIRES</b>	<b>-</b>	<b>191</b>	<b>191</b>	<b>-</b>	<b>54</b>	<b>54</b>	<b>-</b>	<b>49</b>	<b>49</b>
Dépôts et cautionnements	1	15	16	1	13	14	1	13	14
Engagements d'achat	42	94	137	14	209	223	37	253	290
Instruments dérivés	-	11	11	-	23	23	-	25	25
Autres	4	5	9	2	4	6	2	8	10
<b>AUTRES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>47</b>	<b>125</b>	<b>172</b>	<b>17</b>	<b>249</b>	<b>266</b>	<b>40</b>	<b>299</b>	<b>339</b>
<b>DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>1 749</b>	<b>783</b>	<b>2 532</b>	<b>1 765</b>	<b>371</b>	<b>2 136</b>	<b>1 801</b>	<b>931</b>	<b>2 732</b>

Les dettes et autres passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière (dont notamment des covenants) susceptible d'en modifier significativement les termes.

### Dettes financières

#### Emprunts non bancaires

##### Emprunts obligataires

Au 30 juin 2018, le Groupe présente un encours brut d'emprunts obligataires de 1 475 millions d'euros, sans évolution depuis le 31 décembre 2017 qui se ventile ainsi :

Date d'émission	Montant en M€	Coupon	Échéance
			10 ans
30/03/2017	500	1,875%	30/03/2027
			10 ans
10/03/2015	500	1,375%	10/03/2025
			7 ans
30/10/2013	250	2,625%	30/10/2020
			10 ans
23/05/2012	225	3,75%	23/05/2022
<b>Encours brut emprunts obligataires</b>	<b>1 475</b>		

##### Autres emprunts non bancaires

Au 30 juin 2018 le placement privé de 250 millions d'euros en financement Schuldschein présente différentes tranches en maturité et type de taux à l'émission pour un total se répartissant comme suit :

Taux	Montant en M€	Coupon	Échéance
Fixe	45	5	29/06/2021
Variable	68	5	29/06/2021
Fixe	32	7	29/06/2023
Variable	105	7	29/06/2023
<b>Total de l'emprunt Schuldschein</b>	<b>250</b>		

\* Euribor 6 mois floor à 0%

## Emprunts bancaires



Une dette en reais brésiliens (BRL) pour financer les besoins généraux d'activité a été mise en place sur le premier semestre 2016 pour un total de 500 millions de reais (111 millions équivalent euros au taux de change de clôture du 30 juin 2018), dont 250 millions de reais échus en juin 2018 et 250 millions de reais à échéance mai 2019.

Une dette en euros pour financer l'acquisition de Timex Card (UTA) a été mise en place sur le premier semestre 2018 pour 20 millions d'euros, amortissable trimestriellement et à échéance décembre 2022.

Le Groupe présente un encours d'emprunts bancaires de 76 millions d'euros au 30 juin 2018, dont 250 millions en reais brésiliens (58 millions équivalent euros).

## Ligne de crédit

Au 30 juin 2018, Edenred dispose de 700 millions d'euros de ligne de crédit confirmée non utilisée avec une échéance en juillet 2022. Cette ligne est destinée à financer les besoins généraux liés à l'activité du Groupe.

La maturité du crédit syndiqué de 700 millions d'euros a été étendue le 29 juin 2018 d'une nouvelle année par rapport à sa maturité actuelle au 21 juillet 2022 suite à l'exercice de la dernière option d'extension par Edenred auprès du pool des prêteurs. Chaque prêteur a accepté cette extension réaffirmant sa confiance auprès du Groupe. Cette nouvelle maturité de 5 ans offre une période de disponibilité jusqu'en juillet 2023.

## Analyse par échéance – Valeurs comptables

### Au 30 juin 2018



(en millions d'euros)

	Juin 2019	Juin 2020	Juin 2021	Juin 2022	Juin 2023	Au-delà de Juin 2024	Juin 2018
Dettes et autres passifs financiers	783	11	383	259	147	949	2 532
<b>Total</b>	<b>783</b>	<b>11</b>	<b>383</b>	<b>259</b>	<b>147</b>	<b>949</b>	<b>2 532</b>

### Au 31 décembre 2017



(en millions d'euros)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023 et au- delà	Déc 2017
Dettes et autres passifs financiers	371	84	254	112	239	1 076	2 136
<b>Total</b>	<b>371</b>	<b>84</b>	<b>254</b>	<b>112</b>	<b>239</b>	<b>1 076</b>	<b>2 136</b>

### Au 30 juin 2017



(en millions d'euros)

	Juin 2018	Juin 2019	Juin 2020	Juin 2021	Juin 2022	Au-delà de Juin 2023	Juin 2017
Dettes et autres passifs financiers	931	107	-	368	237	1 089	2 732
<b>Total</b>	<b>931</b>	<b>107</b>	<b>-</b>	<b>368</b>	<b>237</b>	<b>1 089</b>	<b>2 732</b>

## Programme NEU CP

En mars 2018, Edenred a enregistré auprès de la banque de France un programme de dette à court terme NEU CP (Negotiable European Commercial Paper - nouveau format des billets de trésorerie-) d'un plafond de 500 millions d'euros destiné à financer les besoins de financement court terme à des conditions compétitives, essentiellement liés au cycle d'activité. Au 30 juin 2018, l'encours de dette financière court terme du programme s'élevait à 400 millions d'Euro.

### 6.6 . ANALYSE DE L'ENDETTEMENT NET ET DE LA TRESORERIE NETTE



(en millions d'euros)	Décembre 2017		
	Jun 2018	Retraité	Jun 2017
Dettes financières non courantes*	1 702	1 748	1 761
Autres passifs financiers non courants	47	17	40
Dettes financières courantes	467	68	583
Autres passifs financiers courants	125	249	299
Concours bancaires	191	54	49
<b>DETTES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>2 532</b>	<b>2 136</b>	<b>2 732</b>
Actifs financiers courants	(33)	(43)	(51)
Autres placements de trésorerie	(576)	(768)	(986)
Trésorerie & équivalents de trésorerie	(733)	(628)	(479)
<b>TRESORERIE ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS</b>	<b>(1 342)</b>	<b>(1 439)</b>	<b>(1 516)</b>
<b>DETTE NETTE</b>	<b>1 190</b>	<b>697</b>	<b>1 216</b>

\* retraité de la norme IFRS 9



(en millions d'euros)	Décembre 2017		
	Jun 2018	Retraité	Jun 2017
<b>Dettes nettes début de période</b>	<b>697</b>	<b>588</b>	<b>588</b>
Augmentation (diminution) des dettes financières non courantes	(46)	410	406
Augmentation (diminution) des autres passifs financiers non courants	30	(33)	(10)
Diminution (augmentation) des autres placements de trésorerie	192	(33)	(251)
Diminution (augmentation) de la trésorerie et équivalents de trésorerie, net des concours bancaires	33	22	167
Augmentation (diminution) des autres postes financiers	284	(241)	316
<b>Augmentation (diminution) de la dette nette sur la période</b>	<b>493</b>	<b>125</b>	<b>628</b>
Impact IFRS 9	-	(16)	-
<b>DETTE NETTE FIN DE PERIODE</b>	<b>1 190</b>	<b>697</b>	<b>1 216</b>

\* retraité de la norme IFRS 9

## 6.7 . INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ

### Risque de taux : Analyse taux fixe / taux variable

#### 1) Impact des couvertures

##### Avant couverture

Les dettes financières avant opérations de couverture se décomposent comme suit :



(en millions d'euros)	Juin 2018			Décembre 2017 Retraité			Juin 2017		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe (1)	1 993	1,92%	92%	1 641	2,90%	90%	2 169	3,07%	93%
Dettes à taux variable	176	1,36%	8%	175	1,31%	10%	175	1,27%	7%
<b>DETTES FINANCIERES</b>	<b>2 169</b>	<b>1,87%</b>	<b>100%</b>	<b>1 816</b>	<b>2,75%</b>	<b>100%</b>	<b>2 344</b>	<b>2,94%</b>	<b>100%</b>

(1) Les taux mentionnés pour la dette à taux fixe correspondent aux taux contractuels (soit 3,625%, 3,750%, 2,625% et 1,375% et 1,875%) appliqués au nombre de jours exact de l'année divisé par 360.

##### Après couverture

Après opérations de couverture de taux, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :



(en millions d'euros)	Juin 2018			Décembre 2017 Retraité			Juin 2017		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe	644	0,70%	30%	290	4,42%	16%	302	4,41%	13%
Dettes à taux variable	1 525	1,24%	70%	1 526	1,29%	84%	2 042	1,72%	87%
<b>DETTES FINANCIERES</b>	<b>2 169</b>	<b>1,08%</b>	<b>100%</b>	<b>1 816</b>	<b>1,79%</b>	<b>100%</b>	<b>2 344</b>	<b>2,07%</b>	<b>100%</b>

### Risque de change : Analyse par devise

#### 1) Impact des couvertures

##### Avant couverture

Les dettes financières hors opérations de couverture se décomposent comme suit :



(en millions d'euros)	Juin 2018			Décembre 2017 Retraité			Juin 2017		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	2 102	1,56%	97%	1 681	2,00%	93%	2 205	2,36%	94%
Autres devises	67	11,69%	3%	135	12,07%	7%	139	12,06%	6%
<b>DETTES FINANCIERES</b>	<b>2 169</b>	<b>1,87%</b>	<b>100%</b>	<b>1 816</b>	<b>2,75%</b>	<b>100%</b>	<b>2 344</b>	<b>2,94%</b>	<b>100%</b>

##### Après couverture

Après opérations de couverture de change, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :



(en millions d'euros)	Juin 2018			Décembre 2017 Retraité			Juin 2017		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	2 097	0,91%	97%	1 672	1,17%	92%	2 198	1,43%	94%
Autres devises	72	6,24%	3%	144	8,99%	8%	146	11,56%	6%
<b>DETTES FINANCIERES</b>	<b>2 169</b>	<b>1,08%</b>	<b>100%</b>	<b>1 816</b>	<b>1,79%</b>	<b>100%</b>	<b>2 344</b>	<b>2,07%</b>	<b>100%</b>

Les opérations de couverture de taux d'intérêts sont constituées principalement d'instruments dérivés (environ une cinquantaine d'opérations) sous forme de swaps de « variabilisation » du taux fixe en taux variable de dette émise à taux fixe dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- dette obligataire en Euro : notionnel de 1 432 millions d'euros pour une dette sous-jacente de 1 725 millions d'euros et une juste valeur de 10 millions d'euros représentant un actif financier ;
- dette bancaire en BRL : notionnel de 250 millions de reais brésiliens pour une dette sous-jacente de 250 millions de reais brésiliens et une juste valeur de 11 millions de reais brésiliens représentant un actif financier.

Il s'agit donc de swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable. La classification IFRS de ces dérivés de « variabilisation » est Fair Value Hedge selon la norme IFRS 9. Ces opérations ont des impacts non significatifs en compte de résultat en raison de la classification IFRS en comptabilité de couverture.

## NOTE 7 : IMPOTS SUR LES BENEFICES – TAUX EFFECTIF D'IMPOT



Le taux effectif d'impôt est calculé :

- sur la base du résultat avant impôt et avant quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence ;
- sur la base de la charge d'impôt après retraitement de la taxe sur dividendes, des retenues à la source, des déficits activés sur la période, et des éléments atypiques.

Le taux effectif d'impôt ainsi calculé passe de 34,1% au 30 juin 2017 à 30,3% au 30 juin 2018.

## NOTE 8 : RESULTAT PAR ACTION

Au 30 juin 2018, le capital social est composé de 239 713 415 actions.



Au 30 juin 2018, le nombre d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation se détaillent comme suit :

<i>En actions</i>	<b>Jun 2018</b>	<b>Jun 2017 Retraité</b>
<b>NOMBRE D' ACTIONS AU CAPITAL SOCIAL A LA CLOTURE</b>	<b>239 713 415</b>	<b>235 402 740</b>
<b>Nombre d'actions en circulation à l'ouverture</b>	<b>234 205 983</b>	<b>231 874 471</b>
Nombre d'actions résultant du paiement du dividende	3 863 610	1 722 895
Nombre d'actions issues de la conversion des plans d'actions sous conditions de performance	558 390	526 798
Nombre d'actions issues de la conversion des plans de stock options*	446 565	538 644
Nombre d'actions annulées	(381 970)	(1 056 942)
<b>Actions du capital social hors actions propres</b>	<b>4 486 595</b>	<b>1 731 395</b>
Actions propres non liées au contrat de liquidité	(1 100 064)	467 309
Actions propres liées au contrat de liquidité	10 000	47 431
<b>Actions propres</b>	<b>(1 090 064)</b>	<b>514 740</b>
<b>NOMBRE D' ACTIONS EN CIRCULATION A LA CLOTURE</b>	<b>237 602 514</b>	<b>234 112 106</b>
Actions du capital social - Effet prorata temporis	(3 697 776)	(1 561 076)
Actions propres - Effet prorata temporis	697 398	47 241
<b>Effet prorata temporis</b>	<b>(3 000 378)</b>	<b>(1 513 835)</b>
<b>NOMBRE MOYEN PONDERE D' ACTIONS EN CIRCULATION SUR LA PERIODE</b>	<b>234 602 136</b>	<b>232 598 271</b>

(\*) Avant levée d'option de 54 500 actions entre le 5 juin et le 30 juin 2018.

Par ailleurs, 446 565 options de souscription d'actions (solde au 30 juin 2018) et 2 995 980 actions sous conditions de performance ont été attribuées au personnel sur la période de 2012 à 2017. Sur la base d'une conversion totale de ces actions potentielles, le nombre d'actions en circulation serait de 240 151 929 titres.

Ces éléments sont calculés sur la base des actions potentielles présentées ci-dessus et d'un cours moyen de l'action Edenred calculé :

- entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 30 juin 2018 pour les Plans 3, 4, 5, 6, 7, 8 & 9 (27,25 euros) et,
- entre le 22 février 2018 et le 30 juin 2018 pour le Plan 10 (28,00 euros).

Les conditions de performances par plan, sont détaillés dans la note 9 « Avantages sociaux » des états financiers consolidés au 31 décembre 2017.

Le nombre moyen pondéré d'actions totalement dilué au 30 juin 2018 est de 237 754 262.



	Juin 2018	Juin 2017 Retraité
<b>Résultat net - Part du Groupe</b> (en millions d'euros)	<b>124</b>	<b>123</b>
Nombre moyen pondéré d'actions du capital social (en milliers)	236 016	233 842
Nombre moyen pondéré d'actions propres (en milliers)	(1 414)	(1 243)
<b>Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action</b> (en milliers)	<b>234 602</b>	<b>232 598</b>
<b>RESULTAT PAR ACTION DE BASE</b> (en euros)	<b>0,53</b>	<b>0,53</b>
Nombre d'actions résultant de l'exercice d'options de souscription (en milliers)	234	443
Nombre d'actions résultant des actions sous conditions de performance (en milliers)	2 918	2 153
<b>Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat dilué par action</b> (en milliers)	<b>237 754</b>	<b>235 194</b>
<b>RESULTAT PAR ACTION DILUE</b> (en euros)	<b>0,52</b>	<b>0,52</b>

## NOTE 9 : AVANTAGES SOCIAUX

### Principales caractéristiques

Le Conseil d'Administration du 19 février 2018 a donné délégation au Président-directeur général pour procéder à l'attribution conditionnelle de 685 706 actions de performance en date du 21 février 2018.

Les 685 706 actions initialement attribuées dans le cadre de ce plan d'une durée de trois ans sont soumises à l'atteinte de conditions de performance, appréciées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 31 décembre 2020, avant de devenir des actions définitivement acquises au 21 février 2021.

Les conditions de performance, mesurées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 31 décembre 2020, sont basées sur les objectifs suivants :

(i) deux objectifs sur conditions internes, à hauteur de 75 %, liés à une progression en données comparables :

- ✓ du Volume d'affaires ;
- ✓ de la marge brute d'autofinancement avant autres charges et produits (FFO) ;

(ii) un objectif sur condition externe (de marché), à hauteur de 25 %, lié :

- ✓ au positionnement du *Total Shareholder Return (TSR)* Edenred par rapport aux TSR du SBF120.

En fonction de la performance réalisée, pour chacune des trois conditions du plan, la quotité d'actions à acquérir sera minorée ou majorée. Chaque condition de performance peut être atteinte jusqu'à 150% et les conditions peuvent se compenser si l'une a été dépassée et qu'une autre n'a pas été atteinte ou partiellement atteinte. Le nombre d'actions définitivement acquises ne pourra en revanche dépasser 100% des actions initialement attribuées.

Les actions de performance sont définitivement acquises sous réserve de l'atteinte des conditions de performance et de la condition de présence à l'issue de la période d'acquisition.

### Juste valeur du plan d'actions sous conditions de performance



La juste valeur correspond à la valeur de l'action à la veille de la date d'attribution sous déduction de l'hypothèse de distribution de dividendes pendant la période d'acquisition.

Les justes valeurs de ces rémunérations sont comptabilisées de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits en charge de personnel en contrepartie des capitaux propres.



La juste valeur s'élève à 24,26 euros par rapport à un cours de l'action de 27,40 euros, le 20 février 2018, veille de la date de l'octroi.

Les justes valeurs de ces rémunérations sont comptabilisées de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits en charge de personnel en contrepartie des capitaux propres. La charge totale comptabilisée au titre du plan 2018 s'élève à 1,6 million d'euros au 30 juin 2018.

## NOTE 10 : AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS

---

### 10.1 . AUTRES CHARGES ET PRODUITS



Afin de faciliter la lecture des états financiers, la société utilise la rubrique « Autre charges et produits » conformément à la recommandation AMF [2016-09, Arrêté des Comptes 2016, § 1.4.3.](#). Cette rubrique est utilisée de façon limitative et la comptabilisation d'éléments dans cette rubrique ne peut intervenir :

- qu'en lien avec un événement majeur survenu pendant la période comptable ;
- et dès lors que la présentation de ses impacts non distinctement des autres éléments du résultat fausserait la lecture de la performance de l'entreprise issue de son activité courante.

Les autres charges et produits se décomposent de la façon suivante :



(en millions d'euros)	Jun 2018	Jun 2017 Retraité
Variation de la provision pour restructuration	0	3
Coûts de restructuration et de réorganisation	(0)	(4)
<b>Charges de restructuration</b>	<b>0</b>	<b>(1)</b>
Dépréciations de goodwill	-	-
Dépréciations d'immobilisations incorporelles	-	-
<b>Dépréciation d'actifs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plus ou moins-values	1	19
Provisions	1	-
Gains / (pertes) non récurrents	(5)	(2)
<b>Autres</b>	<b>(3)</b>	<b>17</b>
<b>TOTAL AUTRES CHARGES ET PRODUITS</b>	<b>(3)</b>	<b>16</b>

Les autres charges et produits sont constitués des éléments suivants :

- En juin 2018, principalement des honoraires versés dans le cadre d'une prise de participation complémentaire ;
- En juin 2017, principalement la plus-value de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue suite à l'acquisition d'UTA pour 19 millions d'euros.

## 10.2 . PROVISIONS



La variation du poste des provisions à caractère non courant, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 30 juin 2018, est constituée des éléments suivants :



(en millions d'euros)	Décembre 2017 Retraité	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conver- sion	Reclasse- ment & périmètre	Jun 2018
- Provisions pour retraites et primes de fidélité	26	(0)	2	(1)	(0)	(0)	-	27
- Provisions pour litiges et autres	16	-	-	(1)	(3)	(1)	-	11
<b>TOTAL PROVISIONS A CARACTERE NON COURANT</b>	<b>42</b>	<b>(0)</b>	<b>2</b>	<b>(2)</b>	<b>(3)</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>38</b>

La variation du poste des provisions à caractère courant, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 30 juin 2018, est constituée des éléments suivants :



(en millions d'euros)	Décembre 2017 Retraité	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conver- sion	Reclasse- ment & périmètre	Jun 2018
- Provisions pour restructurations	2	-	(0)	(0)	(0)	(0)	(1)	1
- Provisions pour litiges et autres	40	-	1	(2)	(1)	(0)	(1)	37
<b>TOTAL PROVISIONS A CARACTERE COURANT</b>	<b>42</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>(2)</b>	<b>(1)</b>	<b>(0)</b>	<b>(2)</b>	<b>38</b>

Pris individuellement, il n'existe pas de litige significatif, à l'exception de ceux présentés dans la prochaine partie (Note 10.3 – « Litiges »).

## 10.3 . LITIGES

### Contentieux fiscal France

#### Edenred France – Amende pour défaut de souscription de l'état de suivi des plus-values en sursis d'imposition

À la suite d'un contrôle fiscal de la société Accor Services France (devenue Edenred France) portant sur les exercices 2003 et 2004, l'administration fiscale a notifié à la Société une pénalité pour défaut de production d'un état de suivi des plus-values en sursis d'imposition et des pénalités en matière de TVA.

Les pénalités, d'un montant global de 21,8 millions d'euros, ont fait l'objet d'une mise en recouvrement et ont été payées par la Société en avril 2008. Ce montant a été constaté en résultat dans les comptes clôturés au 31 décembre 2008.

La Société a introduit une instance devant le Tribunal administratif de Montreuil par requête déposée le 10 décembre 2009.

Par jugement en date du 2 décembre 2010, le Tribunal administratif de Montreuil a rejeté la requête de la société Edenred France.

Par une requête en date du 16 février 2011, la Société a interjeté appel de la décision devant la Cour administrative d'appel de Versailles.

La Cour administrative d'appel de Versailles a rendu le 6 mars 2014 un arrêt par lequel il est partiellement fait droit à la requête de la Société. La Cour a en effet ordonné le dégrèvement des pénalités en matière de TVA pour un montant en principal de 2,3 millions d'euros et a maintenu à la charge de la Société l'amende pour défaut de production de l'état de suivi des plus-values en sursis d'imposition.

La Société a ainsi obtenu le remboursement de la somme de 3,1 millions d'euros, dont 0,7 million d'euros au titre d'intérêts moratoires qui a été enregistré en résultat suite au désistement de l'administration de son pourvoi. La Société a par ailleurs formé un pourvoi en cassation devant le Conseil d'État contre la décision de la Cour maintenant l'amende pour défaut de production de l'état de suivi des plus-values en sursis d'imposition.

Dans un arrêt en date du 4 décembre 2017, le Conseil d'Etat a rejeté le pourvoi de la société Edenred France.

La procédure est donc définitivement close devant les juridictions françaises. A noter toutefois que cette décision n'a aucun impact dans les contacts de la société dans la mesure où la pénalité a déjà été comptabilisée et payée lors d'un exercice antérieur.

Toutefois, la société a fait le choix de porter l'affaire au niveau européen devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme, dont le groupe est en attente de sa décision pour l'instant dans un délai inconnu.

#### Contrôle fiscal Edenred SA

La société Edenred SA fait actuellement l'objet d'un contrôle fiscal sur la période 2014 à 2016.

En décembre 2017, l'administration fiscale a notifié la société au titre de l'exercice 2014. L'administration fiscale française considère en effet que la redevance de marque facturée aux filiales Brésiliennes est insuffisante et ne correspond pas à un prix de marché.

La notification au titre des exercices 2015 et 2016 est attendue pour le second semestre 2018. Les montants notifiés sur le même sujet ne sont pas connus à ce jour.

S'agissant de 2014, il est d'ores et déjà anticipé une révision à la baisse du rehaussement de 9 millions d'euros (incluant les intérêts et pénalités) initialement notifiés.

La Société estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, avoir de solides arguments pour contester le redressement. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

### **Litige avec Kering (ex PPR) (qui s'est substitué à la Fnac) et Conforama**

La société Edenred France (venue aux droits d'Accentiv' Kadéos) est engagée dans un litige avec la Fnac et Conforama, deux des enseignes de son réseau d'acceptation et de distribution de solutions cadeaux. Le litige porte sur le manquement par celles-ci à certaines obligations contractuelles leur incombant, notamment les exclusivités de distribution de la carte Kadéos® applicables jusqu'au 31 décembre 2011. La Fnac et Conforama ont en effet créé leur propre carte mono-enseigne et la distribuent dans leur réseau respectif.

Le litige ne comporte plus que deux volets de procédure : le référé et la procédure au fond.

En référé, Accentiv' Kadéos a demandé et vu aboutir, auprès de la Cour d'appel de Paris le 1er décembre 2010, puis auprès de la Cour de Cassation le 15 novembre 2011, une injonction sous astreinte faite à la Fnac de cesser la distribution de sa carte mono-enseigne immédiatement. Une même condamnation a été prononcée à l'encontre de Conforama le 3 décembre 2010. Le montant de l'ensemble des astreintes s'élève à 11,7 millions d'euros.

À ce jour, le Tribunal de commerce de Paris a condamné, par jugement en date du 14 mars 2016, Kering et Conforama à verser 6,6 millions d'euros à Edenred France au titre de son préjudice et cent mille euros en compensation de la procédure intentée par Kering et Conforama jugée abusive.

L'appel au fond est pendant devant la Cour d'Appel de Paris et l'audience a été renvoyée à l'automne 2018.

La procédure judiciaire n'étant pas terminée, les astreintes encaissées à hauteur de 11,7 millions d'euros ainsi que les 6,6 millions d'euros supplémentaires ont été comptabilisés en résultat et ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation dans l'attente d'une décision définitive insusceptible de recours.

Edenred France estimant les demandes de Kering et Conforama infondées, aucune provision pour risques n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe.

### **Contentieux concurrence France**

Le 9 octobre 2015, la société française Octoplus a saisi l'Autorité de la Concurrence d'une plainte concernant plusieurs sociétés françaises du secteur des titres-restaurant dématérialisés, dont Edenred France. Dans le cadre de l'instruction, le collège de l'Autorité de la Concurrence s'est réuni le 5 avril 2016 et le 7 juillet 2016 aux fins d'entendre l'ensemble des parties concernées ainsi que les services d'instruction. Le 6 octobre 2016, l'Autorité de la Concurrence a décidé de poursuivre ses investigations, sans prononcer de mesures conservatoires à l'encontre d'Edenred France, cette décision ne préjugant en rien de la décision finale de l'Autorité sur le fond de l'affaire. L'instruction par l'Autorité de la Concurrence est toujours en cours.

### **Litige avec Futuréo**

Edenred France était actionnaire minoritaire à hauteur de 38% de Aqoba SA qui contrôlait Aqoba EP, établissement de paiement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Les deux sociétés Aqoba SA et Aqoba EP ont fait l'objet d'une liquidation judiciaire en juin 2014, la liquidation de Aqoba EP ayant entraîné la résiliation du contrat de fourniture de services de paiement avec son client Futuréo.

Le 24 décembre 2014, Futuréo a elle-même fait l'objet d'une liquidation judiciaire. Dans ce contexte, le liquidateur judiciaire de Futuréo a assigné Edenred France et un autre actionnaire d'Aqoba SA devant le tribunal de commerce de Nanterre, leur reprochant d'avoir causé la faillite de Futuréo. L'ancien dirigeant de Futuréo s'est joint à cette action. Le liquidateur judiciaire et l'ancien dirigeant de Futuréo

ont évalué leur préjudice à environ 15,6 millions d'euros. Le tribunal doit fixer une date pour régulariser les conclusions des parties. La Société n'a constitué aucune provision.

## **Contentieux CIRDI**

À la suite de la modification du cadre réglementaire et fiscal hongrois relatif aux conditions d'émission des titres-restaurant et titres-alimentaire, la Société a déposé, en août 2013, une requête aux fins d'arbitrage à l'encontre de l'Etat Hongrois devant le Centre international de règlement des différends relatifs aux Investissements (CIRDI). L'audience s'est tenue devant le tribunal arbitral au mois de novembre 2015, et le tribunal a condamné le gouvernement hongrois, le 13 décembre 2016, à verser une somme d'environ 23 millions d'euros, hors intérêts (s'élevant à 5% par an depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, soit environ 6 millions d'euros), au bénéfice d'Edenred. Cette décision constitue une étape importante dans le processus de résolution de ce litige.

La procédure étant terminée, au 31 décembre 2016, le montant à recevoir est considéré comme certain selon les critères IAS 37. Un produit et une créance correspondant aux estimations considérées comme raisonnables pour un montant net de 22 millions d'euros ont, en conséquence, été comptabilisés en « Charges et produits non récurrents » dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2016 dans l'attente de l'exécution de la sentence arbitrale.

Le montant a été encaissé en mars 2017. L'Etat Hongrois a formulé le 11 avril 2017 un recours en annulation pour excès de pouvoir manifeste du Tribunal arbitral et pour défaut de motif. Bien que la procédure ad hoc liée à cette demande ait été suspendue suite à la demande de révision de l'Etat Hongrois (voir ci-dessous), celle-ci ne change pas notre appréciation du risque au 30 juin 2018.

Par ailleurs, l'Etat Hongrois a formulé une demande de révision à l'encontre de la décision du Tribunal le 5 juin 2018, suite à la décision rendue par la Cour de justice de l'Union européenne le 6 mars 2018 dans l'affaire dite « Achméa ». A ce titre, le tribunal reconstitué devra se prononcer sur cette demande dans les mois qui suivent et a décidé de suspendre pour le moment la procédure d'annulation. Edenred considère cette demande manifestement dénuée de fondement juridique, et celle-ci ne change donc pas notre appréciation du risque au 30 juin 2018.

## **Contentieux fiscaux Brésil**

### **Taxe municipale – Ticket Serviços**

En décembre 2011, la municipalité de São Paulo a notifié à la société brésilienne Ticket Serviços un redressement en matière d'impôt municipal (ISS – Imposto Sobre Serviços) au titre de la période d'avril à décembre 2006, alors que celle-ci s'est déjà acquittée de cet impôt auprès de la municipalité d'Alphaville.

Pour cette période, le redressement en principal s'élève à 7,7 millions de reais brésiliens (soit 1,7 millions d'euros), auxquels s'ajoutent 72,2 millions de reais brésiliens (soit 16,1 millions d'euros) en pénalités et intérêts au 30 juin 2018.

En novembre 2012, la municipalité a notifié à la société, sur les mêmes fondements, les montants correspondants à la période de janvier 2007 à mars 2009.

Pour cette seconde période, le redressement en principal s'élève à 28,1 millions de reais brésiliens (soit 6,2 millions d'euros), auxquels s'ajoutent 263,3 millions de reais brésiliens (soit 58,7 millions d'euros) en pénalités et intérêts au 30 juin 2018. La requête de la Société devant les juridictions brésiliennes a été rejetée en première instance administrative et l'affaire a été portée en appel.

En outre, la société pourrait être amenée à supporter des frais de justices et d'avocat du gouvernement pour un montant de 37,4 millions de reais brésiliens (soit 8,33 millions d'euros).

La chambre d'appel administrative s'est prononcée défavorablement le 23 septembre 2014. La Société a fait appel de la décision.

En date du 11 août 2015, le pourvoi formé par la société a été rejeté mettant ainsi fin à la phase administrative du contentieux.



La Société a déposé le 10 novembre 2015 une requête devant le Tribunal de Justice de l'Etat de Sao Paulo tendant à l'annulation des redressements notifiés.

La Société estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, que sa requête a des chances sérieuses d'aboutir favorablement. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

La requête était assortie d'une demande de sursis de paiement de la somme en litige qui a été accueillie favorablement par une décision en date du 12 novembre 2015. L'administration fiscale a fait appel de cette décision mais l'appel a été rejeté. L'Etat de Sao Paulo s'est pourvu devant la Cour Supérieure de Justice.

A la demande du Tribunal, la société a présenté en garantie une caution émise par Swiss Re.

Une décision de première instance est attendue pour le premier semestre de l'exercice 2018.

Dans le cadre de cette procédure, un expert a été nommé pour observer et constater les faits de l'espèce. L'avis rendu par l'expert est favorable à la société.

La Société estime, après avoir pris avis auprès d'un expert ayant constaté les faits, que sa requête a des chances sérieuses d'aboutir favorablement. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

### **Déductibilité fiscale des amortissements de goodwill**

En janvier 2012, l'administration fiscale fédérale brésilienne a notifié à la société Ticket Serviços un redressement en matière d'impôt sur les sociétés et de contribution additionnelle (IRPJ et CSLL) au titre des exercices 2007 à 2010. Le redressement en principal s'élève à 81,7 millions de reais brésiliens (soit 18,2 millions d'euros), auxquels s'ajoutent 238,9 millions de reais brésiliens (soit 53,2 millions d'euros) en pénalités et intérêts au 30 juin 2018.

Au cours de l'exercice fiscal 2016, l'administration a émis deux redressements supplémentaires, en ligne avec le précédent, sur les périodes suivantes :

- Au titre de l'année 2011 : le redressement est d'un montant de 24,5 millions de reais brésilien (soit 5,5 millions d'euros), plus 62,0 millions de reais brésilien (soit 13,8 millions d'euros) de pénalités et intérêts au 30 juin 2018.
- Au titre de l'année 2012 : le redressement est de 16,3 millions de reais brésilien (soit 3,6 millions d'euros), plus 39,2 millions de reais brésilien (soit 8,7 millions d'euros) de pénalités et intérêts au 30 juin 2018.

L'administration remet en cause la déductibilité fiscale de l'amortissement de la survaleur constatée lors du rachat de la part minoritaire dans la société Ticket Serviços. Ticket Serviços a engagé un contentieux devant les juridictions administratives. La requête a été rejetée en deuxième instance. La Société a reçu la notification officielle de cette décision en date du 14 août 2015 et a déposé une requête en clarification.

La requête de la société a été rejetée en phase administrative.

La Société a déposé une requête devant le Tribunal judiciaire en 1<sup>er</sup> instance tendant à l'annulation des redressements notifiés. Cette requête est assortie d'une demande de sursis de paiement de la somme en litige. La société a donc déposé en 2018 une garantie bancaire pour sursoir au paiement du contentieux pour un montant de 333 millions de reais brésilien (soit 74,2 millions d'euros), constitutif d'un engagement hors bilan donné par le Groupe.

La Société estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, que sa requête a des chances sérieuses d'aboutir favorablement. La Société n'a donc constitué aucune provision à ce titre.

### **Contentieux Concurrence Slovaquie**

Suite à une investigation lancée par les autorités de la concurrence slovaques en août 2014 auprès des cinq émetteurs de titres slovaques, dont Edenred Slovaquie, l'Autorité de la concurrence slovaque a signifié à Edenred une amende de 850 000 euros, confirmée par la cour d'appel administrative au mois de juin 2017. L'ensemble des autres émetteurs se sont vu notifier des décisions similaires, notamment la société Vasa, acquise par Edenred SA entre temps et fusionnée avec Edenred Slovaquie en janvier 2018. Edenred a introduit un recours de la décision de la cour d'appel administrative devant les juridictions

civiles. La procédure est en cours et devrait s'étendre tout au long de l'exercice 2018, voire au-delà. Le montant de l'amende a été comptabilisé dans les comptes de l'entité slovaque sur l'exercice 2017.

### Contentieux Concurrence Turquie

Les autorités de la concurrence turques ont mené en février 2010 une investigation auprès d'Edenred Turquie et de Sodexo Turquie visant à examiner les comportements de ces deux entités sur leur marché entre 2007 et 2010. Cette investigation a débouché en juillet de la même année sur une décision de classement sans suite par les autorités de la concurrence. Après avoir instruit la demande d'un autre acteur du marché demandant l'annulation de cette décision, la Haute Cour d'Etat a jugé que les autorités de concurrence devait conduire à nouveau une investigation complète auprès de six acteurs du marché des titres services en Turquie, en ce y compris Edenred, au regard de leur comportement respectif sur le marché des titres services entre 2007 et 2010. La procédure devrait durer entre 12 et 18 mois. Aucune provision pour risque n'a été comptabilisée dans les comptes du Groupe au 30 juin 2018.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion courante de ses activités, le Groupe est sujet à divers litiges, contentieux ou procédures, en cours, en suspens ou dont il pourrait être menacé. À la date du présent document, il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun litige dont la Société et/ou une de ses filiales serai(en)t menacée(s) de nature à avoir un impact significatif sur l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe.

## NOTE 11 : TAUX DE CHANGE

Code iso	Monnaie	Pays	2018		2017	
			Taux clôtüre au	Taux moyen	Taux clôtüre au	Taux moyen
			30/06/2018	1 euro =	31/12/2017	1 euro =
ARS	Peso	ARGENTINE	33,72	26,13	22,33	18,74
BRL	Real	BRESIL	4,49	4,14	3,97	3,60
CLP	Peso	CHILE	762,32	740,54	738,09	732,06
AED	Dirham	EMIRATS ARABES UNIS	4,28	4,45	4,41	4,15
HUF	Forint	HONGRIE	329,77	314,09	310,33	309,27
INR	Rupee	INDE	79,81	79,51	76,61	73,49
JPY	Yen	JAPON	129,04	131,60	135,01	126,64
MXN	Peso	Mexique	22,88	23,08	23,66	21,33
RON	Leu	ROUMANIE	4,66	4,65	4,66	4,57
GBP	Livre	ROYAUME UNIS	0,89	0,88	0,89	0,88
SEK	Couronne	SUEDE	10,45	10,15	9,84	9,64
CZK	Couronne	TCHIQUE	26,02	25,50	25,54	26,33
TRY	Livre	TURQUIE	5,34	4,96	4,55	4,12
VEF*	Boliv ar	VENEZUELA	111 776,90	56 402,03	4 006,64	2 410,43

\* : cf Note 3.1 "Changement de taux du Boliv ar Fuerte sur l'exercice 2017 et premier semestre 2018."

## NOTE 12 : ACTUALITE NORMATIVE

### 12.1 . PRINCIPAUX IMPACTS ATTENDUS DE L'APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 (CONTRATS DE LOCATION)

Le Groupe a mis en œuvre une structure projet pour mettre en place la nouvelle norme IFRS 16 – « contrats de location » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Le projet s'articule autour de trois phases :

- Phase 1 : analyse normative, recensement et analyse des contrats, revue des paramètres et premières simulations
- Phase 2 : créations des process et outils, évaluation des premiers impacts
- Phase 3 : implémentation et décision des modalités de publication

Actuellement, la phase 2 est en cours de réalisation. A ce stade des travaux, les premiers impacts ne sont pas encore finalisés, ceux-ci sont principalement attendus sur la dette financière.

### 12.2 . NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS D'APPLICATION OBLIGATOIRE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2018

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

Norme	Nom	Description du texte	Impact potentiel dans les comptes Edenred
IFRS 9	Instruments financiers – Classement et évaluation	IFRS 9 concrétise la première des trois phases du projet de l'IASB sur les instruments financiers, visant à remplacer IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation".	cf note 1.3
IFRS 15	Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients	IFRS 15 propose un modèle unique de comptabilisation des revenus tirés des contrats avec les clients.	cf note 1.3
IFRS 2 amendement	Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions	L'objectif du projet est de clarifier la classification des transaction dont le paiement est fondé sur des actions et comporte la caractéristique de règlement net aux fins de l'obligation de retenue fiscal.	IFRS 2 est entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2018. Pas d'impacts significatifs

Deux normes sont dans le scope:

**Améliorations annuelles IFRS**

Cycle 2014 - 2016

- 1) IFRS 1 – Première adoption des normes IFRS , entraînant la suppression des exemptions à court terme pour les nouveaux adoptants
- 2) IAS 28 - Participations dans des entreprises associées et des coentreprises: Evaluation des investissements à la juste valeur par le biais du résultat net par investissement

entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Pas d'impacts significatifs

IFRS 4	Amendement	L'objectif du projet est de palier aux problématiques soulevées par le décalage temporaire des dates d'application des normes IFRS 9 - Instruments financier et IFRS 17 - Contrats d'assurances.	cf,note1,2
IAS 40	Amendement	L'amendement donne des précisions quant à l'application du paragraph 57 de IAS 40-Immeubles de placement, qui donne des indications lorsqu'il y a un changement d'utilisation.	Pas d'impacts significatifs
IFRIC 22	Amendement	IFRIC 22 fournit des précisions concernant les taux de change à appliquer aux transactions en monnaies étrangères (tel que le chiffre d'affaires) lorsque le paiement est effectué ou reçu en avance.	Pas d'impacts significatifs

L'application de ces textes a été sans effet significatif sur les périodes présentées sauf pour le cas d'IFRS 15 et 9 dont l'application et les impacts ont été présentés dans la note 1.3.

## 12.3 . NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS ET D'APPLICATION OPTIONNELLE A COMPTER DES EXERCICES OUVERTS A PARTIR DU 1ER JANVIER 2018

Edenred n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les textes adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2018 et dont la date de mise en application est postérieure aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Il est notamment ainsi pour les textes suivants :

Norme	Type	Nom	Date d'application UE	Description du texte	Impact potentiel dans les comptes Edenred
IFRS 16	Nouvelle norme	Contrats de location	1 janvier 2019	IFRS 16 stipule comment un émetteur IFRS devra reconnaître, mesurer, présenter et publier les contrats de location.	La norme et les impacts potentiels sont en cours d'analyse.
IFRIC 23	Interpretation	Incertitude relative aux traitements fiscaux	1 janvier 2019	L'interprétation préconise qu'une entité doit déterminer si chacune des incertitudes fiscales devrait être traitée séparément ou si certaines incertitudes devraient être traitées ensemble afin de déterminer le bénéfice imposable (perte fiscale), les bases d'imposition, les reports de déficits, les crédits d'impôt non utilisés ainsi que les taux d'imposition.	Impacts à évaluer ultérieurement



# RAPPORT DES CAC SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES

## **DELOITTE & ASSOCIES**

6, place de la Pyramide  
92 908 Paris-La Défense Cedex  
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **ERNST & YOUNG Audit**

Tour First  
TSA 14444  
92 037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S au capital variable  
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **EDENRED S. A.**

Société Anonyme  
166-180 Boulevard Gabriel Péri  
92240 Malakoff



# Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2018

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Edenred relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier à 30 juin 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 1.3 des notes annexes aux comptes consolidés semestriels résumés qui expose les changements de méthodes comptables relatifs à l'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 24 juillet 2018

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

Patrick Suissa

ERNST & YOUNG Audit

Philippe Diu





# DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU DOCUMENT

## Attestation du responsable du Rapport financier semestriel 2018

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Malakoff, le 24 juillet 2018

Bertrand Dumazy

Président-directeur général